

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 18 (1132) 24 avril 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

“Contrat d'avenir”



MENSONGES MENSONGES et encore des MENSONGES

Les partis socialistes présentent le “Contrat d'avenir” comme la réalisation de leur slogan “Des emplois, des emplois, encore des emplois !” En réalité, ce sont “des mensonges, des mensonges, et encore des mensonges”. On n'aura que de petits boulots à temps partiel, mal payés et super-flexibles. Le chômage ne sera pas diminué de moitié mais camouflé.

2 - 3

1 Mai PTB :
débat international
sur les privatisations

7 - 13

Les enseignants
se battent
pour nous tous

24

Liban : pas de noces,
mais carnage
sioniste à Cana



1er Mai : unité internationale contre les privatisations

Annemie Cannaerts, Kris Hertogen

Où irai-je fêter le 1er Mai cette année ? Dans un cortège PS ou SP ? Ou à Bruxelles avec le PTB ? Pour de nombreux militants socialistes, le choix sera douloureux. Depuis que Van Miert en Europe et Di Rupo en Belgique sont à l'avant-garde de cette rage de privatisation, bien des syndicalistes cherchent une alternative.

A son débat "privatisations", le PTB dénoncera les ravages provoqués par le démantèlement du secteur public : Grande Bretagne, tiers monde...

Un enfant meurt faute de personnel aux urgences

Démantèlement du Service de santé et autres histoires d'horreur en Grande-Bretagne

La privatisation des entreprises publiques britanniques touche tous les secteurs et conduit à de véritables catastrophes, tant pour le personnel que pour les usagers et le contribuable.

- Le Service national de la santé (NHS) par exemple s'achemine tout droit vers le drame. 50.000 infirmières britanniques (13 % du personnel soignant) ont perdu leur emploi entre 1989 et 1994 suite aux restructurations. Le nombre des étudiants en soins infirmiers est tombé de 37.000 en 1983 à 13.000 l'année dernière. (1)

- Moins de personnel signifie inévitablement moins de service. Les listes d'attente pour une hospitalisation dans un hôpital communal sont si longues que de plus en plus de gens contractent une assurance privée (1 personne sur 7), ce qui nuit en même temps au National Health Service : plus le nombre d'assurances privées augmente, plus le gouvernement réduit les dépenses du service public, ce qui signifie moins de médecins, moins de lits, moins de personnel soignant, moins de technologie. (1)

- Début mars, un petit garçon de dix ans, victime d'une chute à la maison, était conduit en urgence à l'hôpital local, où on n'a pas pu effectuer un scanning du cerveau parce que le personnel compétent ne travaille que pendant la journée. A l'hôpital pédiatrique de Manchester, il n'y avait plus de place aux soins intensifs (en cinq mois, cet hôpital avait dû refuser 56 jeunes patients faute de place!) Lorsqu'après une course infernale de 70 km à travers une tempête de neige, l'enfant est arrivé à la Leeds Infirmary, il était déjà décédé. (2)

- Les problèmes ne cessent d'empirer et les conséquences mortelles ne pourront être évitées. En 1984, le NHS se chargeait encore des soins de 30 % des personnes âgées. A présent, la proportion est passée à 10 %. En cinq ans, 9.000 lits hospitaliers ont été supprimés. Il s'agit de moins en moins d'un service national, les 500 trusts hospitaliers mènent chacun leur



L'humour anglais est aussi noir que la réalité vécue : faute de moyens, les hôpitaux sont contraints systématiquement à faire attendre les malades ou à les renvoyer. Le service national de la santé est démantelé.

propre politique, sans coordination ni planification en fonction des besoins des malades. (1) La privatisation rampante introduit la compétitivité et la concurrence au lieu de collaboration entre les cliniques et les services.

Ecoles sur mesure du capital privé

- A seize ans, 27 % seulement des Anglais atteignent le niveau requis pour présenter leurs examens de fin d'humanité, contre 66 % des Français et 62 % des Allemands.

- Margaret Thatcher - ancien ministre de l'Enseignement ! - croyait découvrir le remède miracle dans des liens plus étroits entre les écoles et le secteur privé. L'arrivée de John Major a précipité cette évolution. Les écoles ont été encouragées à se débarrasser de la tutelle des autorités locales et à se faire sponsoriser par le privé. Un retour aux "grammar schools", sélectionnant les élèves les plus doués, est aussi discrètement encouragé. L'élection d'un gouvernement travailliste ne devrait guère changer les choses : Tony Blair, le leader du parti, envoie son aîné dans une école "indépendante" et le fils de l'ancien ministre

travailliste de l'Enseignement est dans une "grammar school"...

- Les écoles publiques ont des classes de 30 garçons ou de 16 filles pour respectivement 10 et 6 dans les écoles privées. (3)

- La grande ville ouvrière de Glasgow ferme 22 écoles communales, ce qui entraîne la perte de 2.000 emplois. Cette réforme s'inscrit dans un programme qui fera augmenter les taxes communales de 20 % à 36 %. (2)

Priorité à mon train

- La privatisation des chemins de fer britanniques conduit à des situations chaotiques dans la cabine de signalisation de la Liverpoolstreet de Londres. Les contrôleurs de Railtrack (filiale qui gère les infrastructures) déterminent l'ordre dans lequel les trains peuvent entrer en gare. Chacune des 25 compagnies privées veut qu'on accorde la priorité à ses propres trains. Les représentants se disputent ainsi dans la cabine même, ce qui amènera inévitablement les contrôleurs de service à commettre des erreurs provoquant des accidents graves.

- Il faut y ajouter que la moitié du personnel expérimenté sera obligé

de prendre une retraite anticipée dans le cadre de l' "assainissement" de l'entreprise privatisée. Cette vente au privé s'effectue plus rapidement que prévu et les travailleurs plus âgés dont l'emploi est menacé subissent un énorme stress.

- En janvier, les cheminots de Londres-Sud ont déclenché une grève parce que plusieurs rames montraient des signes de fatigue du métal, sans que cette usure n'ait été signalée et qu'on y ait remédié. Il avait fallu qu'un wagon se détache de la rame lors du rangement pour qu'on se rende compte de la situation désastreuse du matériel roulant. Après contrôle, il était apparu que 135 wagons se trouvaient dans le même piteux état. Les grévistes ont bénéficié du soutien des usagers qui craignent à juste titre que la privatisation des chemins de fer ne conduise à une hausse des prix et à une détérioration du service. (2)

La Générale des eaux gère une compagnie de chemins de fer

- British Rail a été découpée en 25 compagnies régionales, qui doivent toutes être privatisées. La

CGEA, filiale de la Compagnie générale des eaux (société française), a emporté l'appel d'offres pour la reprise de Network South Central, qui dessert la région sud de l'Angleterre. Il s'agit de la première concession accordée à une firme étrangère. La CGEA opère aussi dans d'autres pays de l'UE (Allemagne, Espagne, Irlande, Portugal), en Amérique latine, en Australie et en Nouvelle Zélande. En Grande-Bretagne, sa filiale Onyx collecte les ordures à Londres, à Windsor et traite celles de Birmingham et du Hampshire, pour un chiffre d'affaires de 500 millions de FF. La société française prévoit de réduire les effectifs et envisage même une synergie rail/route, peut-être par le rachat d'une compagnie locale d'autocars. La CGEA souhaite se forger une expérience de gestion à grande échelle d'un réseau ferré, expérience qui pourrait être utilisable ailleurs, en Allemagne par exemple. En attendant peut-être la privatisation de la SNCF ? (4)

- Depuis la privatisation de la mine de charbon Thoresby en août 1995, quatre mineurs y ont trouvé la mort. (2)

- Le service londonien des pompiers n'échappe pas à ce train de réformes, au détriment de la sécurité. En 1996, on compte y imposer une économie de 9 millions de livres et un "assainissement" supplémentaire de 25 millions de livres sera étalé sur les cinq ans à venir. Ces mesures d'austérité concernent des infrastructures vitales : 22 camions et 4 casernes de pompiers sont supprimées, 650 pompiers perdent leur emploi (en plus des 800 emplois déjà supprimés depuis 1989). Les pompiers ont manifesté dans les rues commerçantes et leur pétition a obtenu un succès massif parmi la population. En janvier, ils ont fait grève pendant quelques jours pour protester contre les mesures d'austérité. (1)

1. The New Worker, 19 janvier 1996. 2. NW, 8 mars 1996. 3. La Libre Belgique, 12 avril 1996. 4. Le Monde, 13 avril 1996.

Débat avec des représentants des quatre continents

Privatisation, nouvelle colonisation du tiers monde

«Une privatisation plus poussée de nos entreprises publiques plongerait des milliers de militants dans un doute profond. Nos économistes sont-ils si peu éclairés pour croire que ce que l'on appelle pudiquement la vente d'actifs publics sera neutre sur l'avenir de l'économie sociale? Notre parti a plus besoin d'un congrès idéologique dans une Maison du Peuple que de conclaves budgétaires dans un château.» (1) Voilà ce que disait Jean-Pierre Genbauffe, au nom de la section PS de la CGER, il y a trois ans et demi. Entre-temps, les ministres socialistes vendent sans scrupules la CGER à Fortis, un groupe financier international. En 1994 et 1995, ce groupe a réalisé un taux de croissance de 15%. Ce résultat, écrit le journal boursier *L'Écho*, est à attribuer surtout aux excellents résultats de la CGER. (2) Lorsqu'on privatise, seules les multinationales s'en portent mieux. Et ce ne sont pas là des phénomènes typiquement belges et européens. Il s'agit d'une stratégie capitaliste de survie à l'échelle mondiale, lancée dans les années 80. Les premières victimes étaient et sont des gens du tiers monde, qui subissent une nouvelle colonisation. C'est ce qu'écrivait en 1989 David L. Budhoo dans une lettre (ouverte) de démission au Fonds Monétaire International: «Lorsqu'il y a environ cinq ans, le président Reagan nous a dit de partir faire du tiers monde un nouveau bastion du capitalisme triomphant, avec quelle joie et quel sens du devoir avons-nous répondu! Tout ce que nous avons fait à partir de 1983 était basé sur notre nouvelle mission: privatiser le Sud ou mourir. Pour cela nous avons ignominieusement créé un chaos économique en Amérique Latine et en Afrique de 1983 à 1988.» (3) La lutte contre les privatisations unit aujourd'hui les travailleurs de Belgique et du Mexique, de Grande-Bretagne et d'Inde, d'Allemagne et du Zimbabwe ou d'Afrique du Sud. Échanger des expériences, apprendre les uns des



En Inde, où 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, les multinationales retirent des milliards de la privatisation des services publics.

autres, se soutenir mutuellement: c'est cela, la véritable solidarité internationale, qui prendra forme concrètement à la fête du 1er mai du PTB. De 16 à 18 heures, des militants progressistes et révolutionnaires de quatre continents (Asie, Afrique, Amérique du Sud et Europe) débattent des conséquences des privatisations et de la résistance du peuple contre elles. Un événement unique, un must pour tout militant syndical.

1. PS-Entreprises, n° 18, janvier 1993, p.33. 2. *L'Écho* 12/04/1996). 3. Cité dans *Privé du Public*, Gérard de Sélys, EPO, p.10.

Des multinationales américaines ont reçu les télécoms indiens sur un plateau

Singh Narendra. (Parti Communiste Indien Libération). La privatisation dans mon pays est un véritable fléau. Dans le secteur de la poste et du téléphone par exemple, les services publics ont été divisés en départements séparés dans les années 80, sous prétexte qu'ils n'étaient pas rentables. Dans le secteur du téléphone, 18.000 personnes ont ainsi perdu leur emploi. La reprise par le privé est un désastre: le gouvernement lui offre tout le service en cadeau. Lors d'une visite du ministre américain du commerce, on a annoncé que quatre des départements les plus bénéficiaires passeraient à des entreprises privées américaines. Le gouvernement affirmait que cela lui permettrait d'économiser 30 milliards de roupies et de résoudre rapidement

le problème des 10 millions de raccordements en attente.

Les multinationales investissent 10%, et empochent 56% de profits

Singh Narendra. C'était ridicule, car le branchement au réseau téléphonique de ces personnes en attente coûterait à lui seul 45 milliards de roupies, ce qui correspond à peu près à la totalité des investissements privés annuels en Inde. L'Etat indien continuerait à se charger de 90% des investissements dans le secteur téléphonique, notamment pour les lignes locales, qui représentent 49% des recettes globales. Seulement 10% des investissements

concernent les lignes internationales, mais cet investissement rapporte aux multinationales américaines 56% de bénéfices. Le gouvernement a offert 49% de la société des téléphones aux investisseurs américains, leur ouvrant ainsi un marché gigantesque. Tous les géants de l'industrie des télécoms sont présents en Inde: hormis les sociétés américaines AT&T, Motorola et US West, il y a également Alcatel (France), British Telecom, Fujitsu (Japon) et Ericsson (Suède). Les affaires de corruption accompagnant ces opérations de reprise et qui touchent les plus hauts responsables gouvernementaux sont d'autant plus révoltantes que les ressources de 40% de la population de ce pays sont en dessous du minimum vital.

Fête du 1er mai

Forums

• Stop à la vente des services publics (14h-16h)

- **Jan Van de Putte**, de la section syndicale du PTB, s'entretiendra avec des syndicalistes des services publics, dont

- **Jean Scaillet**, secrétaire CGSP, IRW Telecom,
- **Laurette Muylaert**, CGSP-Culture (BRTN),
- des syndicalistes cheminots (CGT) de Marseille (France) à propos de leur grève historique,
- **Kris Hertogen**, de la direction nationale du PTB, à propos du contrat d'avenir pour l'emploi.

• Les privatisations tuent l'emploi (14h-16h)

800.000 emplois disparaîtront

en Europe avant 1998. Dans le tiers monde, les économies nationales sont démantelées.

- **Gérard de Sélys**, journaliste RTBF et auteur du livre "Privé de Public" s'entretiendra avec
- **José Reinaldo Carvalho**, Brésil,
- **José Rocha**, Mexique,
- **Ismael Dube**, Zimbabwe,
- **Levin Snail**, Afrique du Sud,
- **Singh Narendra** du Parti Communiste Libération de l'Inde,
- **Erika Nägel**, syndicaliste d'Eko Stahl, Allemagne,
- **An Rogers**, New Communist Party, Grande-Bretagne.

Gérard de Sélys dédicacera son livre.

Zimbabwe

«Si le Fonds Monétaire International oblige l'Etat à confier toutes les prévisions pour la population aux multinationales, qui ne visent qu'à faire du profit, qui pourra garantir que demain les gens auront encore de l'eau potable? Devront-ils parcourir à nouveau des kilomètres pour

arriver à une source? Qui s'occupera de l'enseignement de nos enfants? Qui se souciera de ce que les paysans aient une terre et qu'ils puissent vivre de leurs ressources?»

Ismaël Dube du Zimbabwe parlera pendant le débat sur les services publics.

Inde

«La reconstruction après le terrible tremblement de terre de septembre 1993 qui a détruit la région de Maharashtra a été confiée entièrement à des sociétés privées. Sur l'emplacement des villages détruits, s'érigent maintenant en longues files des abris temporaires en tôle. L'approvisionnement en eau potable et les infrastructures sanitaires sont un véritable désastre. L'argent de l'Unicef et d'un certain nombre d'ONG a été gaspillé par des personnes

corrompues. De nombreux donateurs fournissent des sommes énormes pour la reconstruction, mais suite à la privatisation tout cet argent est perdu. Plus de trente organisations humanitaires se sont déjà retirées. Il faudrait construire 24.000 logements, mais le gouvernement a reconnu en 1994 que le secteur privé ne pouvait en fournir que 6.000.»

Singh Narendra sera au débat sur les services publics.

Mexique

José Rocha. Les ouvriers du pétrole sont en grève depuis des semaines contre la privatisation. 10 complexes pétrochimiques seront vendus à Chevron, Shell, Exxon... L'industrie pétrolière étant un pilier de l'économie et de l'indépendance du Mexique, ces privatisations se heurtent à une résistance croissante des syndicats, mais aussi de l'opinion publique, qui organisent des manifestations massives contre la vente à l'étranger de l'industrie nationale et contre les licenciements effectués préalablement. Suite aux accords de libre échange avec le Canada et les Etats-Unis, le Mexique a ouvert ses frontières au capital privé de ces pays et impose des mesures d'austérité et des "plans

globaux" tels que nous les connaissons en Belgique. Cette politique vise à privatiser la quasi-totalité de l'industrie nationale et des services. Entre 1989 et 1992, 1.008 des 1.115 entreprises publiques ont été vendues au privé. La participation de l'Etat dans le PNB (produit national brut: ensemble des richesses et des services produits en un an) est tombée de 44% en 1987 à 20% en 1994. Les premières victimes de la vague de privatisation ont été des entreprises publiques historiques, comme les mines de cuivre de Cananea, foyer de la révolution mexicaine en 1910. En contrepartie, le Mexique a obtenu 27 prêts étrangers pour un total de 8 milliards de dollars.

Les cheminots PTB invitent

Les cheminots PTB offrent une **Réception internationale** (18h), à la "Place de la Commune de Paris", au stand des services publics.

«Pourquoi notre grève a-t-elle été arrêtée de manière si abrupte le 18 décembre? Aurions-nous pu empêcher le plan Schouppé-Damar de passer? Tout est-il définitivement perdu?» Telles sont les questions qui sont débattues aujourd'hui par des syndicalistes des chemins de fer. La commission Cheminots du

PTB a rassemblé les questions et réponses dans une brochure-bilan qui sera mise en vente — en primeur! — au stand services publics de la fête. Les cheminots du PTB y organisent plusieurs attractions. Grâce à un test adapté, les meilleurs poseurs de voies seront sélectionnés. Eux seuls survivront au plan Horizon 2005. Mais il y a une alternative: avoir la tête de Daerden, Schouppé et Damar. Tentez votre chance au stand des cheminots.

EDITORIAL

Il y a une alternative, camarade Nollet !

Kris Hertogen

Le "Contrat d'avenir" n'enthousiasme pas la base syndicale. Personne ne croit que le chômage sera diminué de moitié. Mais les défenseurs de l'accord répondent imperturbablement : «Il n'y a pas d'alternative. Si nous refusons de signer, alors nous sommes mis hors jeu en tant que syndicats et ils le feront sans nous».

Gouvernement et patrons ne reconnaissent la concertation que si les syndicats aident à réaliser la régression sociale. Le président de la FEB, Jacobs, a déclaré : «Je suis plus conscient que jamais de l'importance de l'équilibre dans le dialogue social... mais le dialogue ne doit pas empêcher de remettre en cause des droits acquis...» Si les dirigeants syndicaux se laissent guider par la peur d'être mis hors jeu, alors patrons et gouvernement les feront reculer pas à pas jusqu'à commettre les pires méfaits contre les travailleurs : aujourd'hui, les salaires et la flexibilité; demain, le budget et après-demain, la Sécurité.

«Si vous refusez cet accord, alors vous devez présenter une alternative aux dirigeants de la FGTB» a déclaré son président Michel Nollet. Eh bien, l'alternative existe : ne rien signer, engager la confrontation ouverte, s'appuyer sur les masses de travailleurs dans les entreprises. En suivant l'exemple de la France fin 1995. En suivant l'exemple des enseignants et avec eux. Pour suivre cette voie, les dirigeants syndicaux doivent rompre avec le discours sur la compétitivité et les normes de Maastricht, discours ressassé sur tous les tons par le capital et ses partis. «La pensée unique domine», dénonce à juste titre Christiane Cornet, secrétaire liégeoise de la CGSP-Enseignement. «Et nous-mêmes tombons dans ce piège. Pourtant, il y a de l'argent, mais nous n'avons pas la volonté politique. Nous pouvons aller chercher tout de suite 500 milliards». Et d'avancer le programme national de revendications de sa centrale : Instauration d'un impôt exceptionnel et d'un impôt annuel sur le patrimoine, imposition d'une taxe complémentaire à l'impôt des sociétés, reglobalisation des revenus et lutte contre la fraude fiscale...

Le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire, seul le socialisme peut résoudre les problèmes de la crise et du chômage. C'est seulement en nous battant à présent pour des revendications anticapitalistes que nous pourrions contenir l'offensive des patrons et du gouvernement. Pas en nous cramponnant anxieusement au filet de la concertation.

Le PTB est convaincu qu'une majorité de syndicalistes refusera de signer ce contrat lors des réunions syndicales nationales décisives de ce 29 avril. Ce jour-là, il remettra en primeur aux directions nationales les résultats du référendum sur son alternative qui fait payer les riches pour l'emploi, la Sécurité sociale et le service public.

Contrat d'avenir : partage de la misère du chômage

Explosion des temps partiel, sous payés et superflexibles

Dehaene promet de réduire le chômage de moitié. Les modérations salariales ne pourront endiguer les pertes d'emplois. Le gouvernement veut scinder des emplois en temps partiels, remplacer des emplois convenables par des bon marché, des petits boulots et augmenter la flexibilité. Nous voilà partis comme en Grande Bretagne et aux États Unis, où un quart de la population vit dans la pauvreté, malgré un boulot.

Kris Hertogen

«Maintenir le volume actuel de l'emploi», disait une ancienne version du Contrat d'avenir. Aujourd'hui, cette phrase a disparu. Car il faudrait l'expliquer aux milliers de cheminots et enseignants jetés à la rue. Il faudrait la défendre alors que les fermetures et les licenciements se multiplient. Que prévoit le contrat d'avenir contre tous ces licenciements ? Interdira-t-on les licenciements ? Les patrons qui licencient et ferment après avoir empoché l'argent public seront-ils sanctionnés ? Les entreprises qui délocalisent seront-elles expropriées ? Rien de tout cela. En intervenant dans les salaires, le gouvernement prétend «éviter que la compétitivité ne soit assurée par une augmentation de la productivité, au détriment de l'emploi» (1). Mais l'économie de marché ne fonctionne pas ainsi. Les patrons veulent les deux : comprimer les salaires et augmenter la productivité. L'exemple de l'Union Minière à Hoboken est significatif. Que fait le patron avec l'argent économisé par le blocage des salaires et l'index-santé ? Investir 22 milliards pour liquider 1.700 emplois ! Et qu'arrivera-t-il alors que tous les pays s'attaquent aux salaires ? Le pouvoir d'achat diminuera, la crise et les pertes d'emplois s'aggraveront.

Blocage contre les 32 heures

Comment quand même réduire de moitié le chômage ? Il y a un



Les centres de coordination sont des paradis fiscaux pour les multinationales. Il n'y a pas eu d'assemblée où les syndicalistes n'aient exigé la suppression de ces centres. Et aujourd'hui, Dehaene veut les valoriser !

net blocage contre l'introduction de la semaine des 32 heures avec maintien du salaire. Lors de son congrès de 1994, la FGTB a pourtant revendiqué la semaine des 32 heures avec maintien du salaire. Des centrales importantes de la CSC, la CNE et la LBC, aussi. Le Contrat d'avenir rend impossible toute introduction de cette revendication. Le texte est clair : «Des diminutions de la durée de travail peuvent être accordées pour autant que l'augmentation globale du coût salarial en termes nominaux qui en découle se situe dans les marges disponibles.» (annexe 2, p. 2) Cette marge ne dépassera jamais 1 ou 2 % sur 2 ans. Elle pourrait tout au plus payer une heure de diminution du temps de travail. Mais pas de nouvelles embauches, car les patrons récupèrent cela par une hausse de la productivité. Sur le plan interprofessionnel, on généralise la semaine des... 39 heures. Ce qui concerne seulement quelques milliers de personnes. A prendre aussi sur la maigre marge salariale. En outre, les heures supplémentaires ne comptent qu'à partir de la 41ème heure. Au lieu d'embaucher, les patrons vous feront travailler un heure supplémentaire.

Explosion des temps partiels

Dehaene veut scinder des boulot à temps plein en temps partiel. Ainsi, il ne répartit pas seulement le travail mais aussi les salaires. Ceci nous mène vers une société de pauvreté. Comme aux États Unis. 32 millions de personnes y vivent dans la misère, plus de la moitié des chefs de famille de cette

catégorie a pourtant un emploi, dans 85 % des cas il s'agit d'un job à temps partiel. Dans 60 % de toutes les familles pauvres aux États Unis, au moins une personne travaille et dans 18 % de ces familles, deux personnes travaillent.

Dehaene : «Une des raisons pour lesquelles les résultats au niveau de l'emploi sont bien meilleur aux Pays Bas, est qu'il y a là beaucoup plus d'emplois à temps partiel.» (2) En Belgique, 14 % des travailleurs sont engagés à temps partiel. Aux Pays Bas, ils sont 36 %, dont un sur trois a un contrat de moins de 12 heures par semaine. Pour rattraper les Hollandais, la Belgique devrait créer un demi-million de temps partiel et scinder quelque 250.000 emplois en mi-temps.

Pour cela, «le statut social du travail à temps partiel sera affiné» (p.5) La pression sera encore plus forte pour obliger les travailleurs à accepter un temps partiel, par "solidarité". «Plus important que les changements dans le statut, l'organisation même du travail, en termes d'emploi à temps partiel, sera repensée», déclare Dehaene. (2) L'offre des temps partiels augmentera et donc aussi la pression pour les accepter. Quelle alternative quand on est chômeur et qu'on a le choix entre ça ou rien du tout ? Les travailleurs qui acceptent un temps partiel, le font souvent parce que les cadences et la flexibilité leur deviennent insupportables. Mais le temps partiel entraînera une plus grande productivité et davantage de flexibilité. Grâce au travail à temps partiel, les patrons peuvent embaucher des gens pour les heures ou les périodes de pointe, quand il faut prester au maximum. Chez le travailleur à temps partiel, la

productivité par heure est nettement plus élevée. Ainsi, le volume global de l'emploi sera diminué. Pour survivre, les gens devront accepter plusieurs boulots, comme en Hollande. Il y aura effectivement plus d'emplois mais il n'y aura pas plus de gens qui en auront.

Temps de travail annualisé

Le Contrat d'avenir défend également «l'instauration d'un règlement supplétif en matière de répartition du temps de travail sur base annuelle, y compris le temps partiel.» (p.6) Donc, des semaines et des jours plus longs ou plus courts selon les fluctuations du marché. C'est moins cher pour les patrons (qui ne doivent pas payer des heures supplémentaires) mais cela détruit la vie sociale et familiale des travailleurs. Pour les patrons et le gouvernement, ceci est une façon pour mettre fin aux coûts du chômage technique. Sur le dos des travailleurs, qui perdront une partie de leur revenu.

Chômeurs : petits boulots obligatoires

Que veut le ministre de l'Emploi allemand ? «850.000 emplois dans les tâches ménagères et 350.000 dans les soins aux personnes. Les mesures pour arriver : exonération d'impôt pour les dépenses en personnel ménager et 2,4 millions d'emplois à temps partiel.» (3)

Que nous proposent PSC et SP ? «La réponse à des besoins

suite en page 5

Désormais, l'Allemagne décidera des salaires belges

Rarement les patrons ont reçu tant de cadeaux

Kris Hertogen

Sur base de «l'évolution prévue dans les pays-partenaires (Allemagne, France et Pays-Bas), l'accord interprofessionnel fixe tous les deux ans la marge disponible pour l'évolution du coût salarial.» (1) Les négociations salariales doivent se cantonner dans cette fourchette.

Cela signifie que les salaires belges ne sont plus déterminés sur base des rapports de force dans notre pays. Les salaires belges seront déterminés dans les pays voisins, en premier lieu en Allemagne. Concrètement, cela signifie : si les salaires allemands diminuent, les salaires belges devront diminuer eux aussi. Et ce n'est pas tellement impensable quand on sait que le patronat allemand exige aujourd'hui une baisse de salaire de 20 % ! Par ailleurs, «le gouvernement se réserve le droit d'intervenir selon une procédure en cas de circonstances exceptionnelles, si l'évolution du coût salarial constatée s'éloigne de celle de ses partenaires.»

L'index : une tapisserie à accrocher au mur

Pour la première fois dans l'histoire d'après-guerre, une norme salariale nominale est instaurée. Elle concerne aussi bien les augmentations salariales réelles que le maintien du pouvoir d'achat. Cela signifie que le maintien du pouvoir d'achat n'est plus "automatique" mais qu'il dépend des négociations salariales. Néanmoins, les syndicats et le gouvernement prétendent que l'indexation automatique des salaires est maintenue. On ferait, dans la marge, une distinction entre une part pour l'adaptation du pouvoir d'achat (indexation) et une part pour les augmentations réelles de salaire. Mais que se passera-t-il quand l'inflation sera plus élevée que prévu ? Et si les travailleurs allemands ne parviennent pas à maintenir leur pouvoir d'achat ? Dehaene : «Si cela nous échappe, nous disposerons d'un



Les riches plus riches, c'est la devise de Dehaene et des "socialistes" de son gouvernement. Les dirigeants syndicaux ont une tâche à accomplir : exécuter le refus de la base.

mécanisme de correction.» (5) Lequel ? «Un mécanisme de correction au niveau des augmentations prévues pour la deuxième année, applicable dès qu'il s'avère que l'évolution du coût salarial en termes nominaux dans les trois pays de référence est inférieure aux marges retenues initialement. La correction intervient à l'issue de la première année.» (2) Ce que vous recevrez par une augmentation d'index vous sera retiré après un an ! Vous aurez encore un index, mais vous perdrez votre pouvoir d'achat. La participation aux bénéfices brise la solidarité au sein des travailleurs et les lie aux intérêts des patrons. Ce principe est clairement encouragé dans le Contrat d'avenir : «Les participations bénéficiaires ne sont pas intégrées dans le coût salarial et ne sont pas soumises aux normes d'évolution du coût salarial en termes nominaux... Elles sont convenues au niveau de l'entreprise par CCT.» (3) Ces dernières années, le gouvernement a pris une longue série de

mesures visant à diminuer les cotisations patronales à la sécurité sociale (Maribel, bas salaires, plan plus un, etc.).

La Sécurité sociale financièrement menacée

Le Contrat d'avenir garantit le maintien de ces diminutions de recettes existantes... et on en annonce de nouvelles : «Une réduction des cotisations patronales visera un alignement, dans un délai de 5 à 6 ans, de la cotisation de sécurité sociale sur celle de nos trois principaux partenaires commerciaux, dans la perspective de corriger notre handicap, en termes de coût salarial» (texte p.7). La Commission européenne veut notamment réduire les cotisations patronales au niveau américain (10 % de moins qu'en Europe). Les gouvernements français, allemand et néerlandais ont récemment pris de nouvelles mesures dans ce domaine. Le gouvernement belge compte faire de même à

l'occasion de la réforme de la Sécurité sociale.

Les économies sévères dans la Sécurité sociale seront compensées par un financement alternatif qui coûte déjà maintenant 94 milliards par an, payés en majeure partie par les travailleurs, via une cotisation de solidarité généralisée, une taxe CO2 et des impôts indirects. L'impact de ces nouvelles taxes sur les salaires (par le biais de l'indexation) sera éliminé d'avance via la régulation des salaires prévue par le Contrat ! Le Contrat d'avenir ne prévoit un financement alternatif qu'«en cas de nécessité» ! Les économies sévères dans la Sécurité sociale rendront superflu un financement alternatif complet.

Des cadeaux fiscaux pour les patrons à volonté

• «La valorisation de nos instruments spécifiques pour attirer des groupes internationaux (centres de coordination, centres de distri-

bution, élaboration d'un statut spécifique pour les call-centres, centres de service...)» (1)

Dans le centre de coordination, les patrons ne payent aucun impôt. Bon nombre de multinationales y ont conforté leurs sièges. Il n'y a pas eu d'assemblée, où les syndicalistes n'aient pas exigé la suppression de ces centres.

• «La poursuite de la promotion du capital à risque et la révision du régime fiscal dans le but de renforcer les moyens propres des entreprises...» (1) En termes plus simples : moins d'impôts sur les dividendes, diminution de l'impôt sur les sociétés. En théorie, celui-ci s'élève à 39 %. En réalité, les entreprises ne payent même pas 20 %. On compte encore l'alléger.

• «La continuité d'entreprises familiales en expansion sera également assurée par des mécanismes appropriés, fiscaux ou autres.» (3) Une proposition de Maystadt (PSC). Il veut supprimer les droits de succession pour les entreprises familiales et les remplacer par une «taxation annuelle et beaucoup plus légère» (6) Quelqu'un comme André Leysen ne devra même plus frauder, il devra seulement diviser son héritage pour qu'il échappe au fisc.

1. Contrat d'avenir, annexe 2, p.1. 2. Ibidem, p. 3. 3. Ibidem, p.2. 4. Ibidem, p.7. 5. BRT-Aktueel 13h, 18 avril 1996. 6. L'Echo, 27 janvier 1996 et 6 avril 1996.

Le contrat d'avenir répartit la misère du chômage

suite de la page 4

sociaux nouveaux et/ou accrus donne lieu à la création d'activités nouvelles qu'il convient d'encourager par des mesures spécifiques qui endiguent également le travail en noir.» (p.9) En d'autres termes : des chèques-commerce (comme les chèques-repas), qui permettent d'embaucher, avec avantages fiscaux, des baby-sitters, des soignants pour les personnes âgées et les tâches ménagères. Les "hamburger-jobs à l'américaine". Les «expériences des services de proximité dans nos pays voisins et des ALE (Agences locales pour l'emploi) en Belgique seront... évalués et le régime sera amélioré

pour ce qui concerne le statut... dans le but d'encourager le recours à ce régime» (p.9) On veut donc instaurer définitivement les ALE, avec le soutien des syndicats. Les chômeurs devront effectuer les petits boulots avec un supplément à leur allocation de 150 F l'heure. Et cela sous la menace de l'article 80. Dehaene considère les inscrits de l'ALE comme des "chômeurs actifs". A partir d'un certain nombre d'heures, ils ne sont plus repris dans les statistiques. Cela aussi cadre dans la "diminution de moitié du chômage". Cela montre en plus quelle perspective ce système offre aux chômeurs.

Remplacer de bons emplois par des sales boulots

• 1. «L'actualisation des possibilités de recours au travail intérimaire.» (p.6) Le travail intérimaire permet d'adapter le travail aux fluctuations du marché. Cela signifie insécurité et absence de droits. Un mineur du Limbourg raconte que, depuis qu'il a quitté la mine, il a travaillé pour 21 patrons. Les travailleurs temporaires aspirent à un contrat fixe. Les patrons en profitent pour mettre les autres sous pression. Les grévistes de

Renault et de GM ont revendiqué l'embauche fixe des temporaires.

• 2. «Le gouvernement et les entreprises entendent permettre à quelque 30.000 jeunes d'acquérir une première expérience professionnelle dans le secteur privé ou public par le biais d'un stage, d'un contrat de première expérience professionnelle, d'une emploi d'insertion, de l'apprentissage industriel, de la formation en alternance.» (p.8) Sans ces systèmes, les patrons seraient obligés d'embaucher des jeunes à contrat fixe. L'État leur fait cadeau de main-d'oeuvre bon marché.

• 3. «Les diminutions sélectives du coût salarial pour les chômeurs de

longue durée et les chômeurs plus âgés doivent être maintenues.» (p.8) De nombreux patrons profitent de cette embauche bon marché pour remplacer leurs travailleurs "chers". On a déjà vu cela lors du plan d'emploi des jeunes. Dans le cadre de ce plan, 40.000 jeunes ont été embauchés jusqu'en octobre 95. Mais le décompte net montre qu'il n'y a eu que 4.000 emplois nouveaux. 36.000 employés "plus chers" ont été virés et remplacés par des jeunes meilleur marché.

1. Projet Contrat d'avenir pour l'emploi, p. 4. 2. BRT-Aktueel 13h, 18 avril 1996. 3. Neues Deutschland, 31 janvier 1996.

Scandaleux : Onkelinx menace de ne pas homologuer les diplômes

Lycéens et profs ripostent : "Avec tes mesures, on perdra une génération"

Face à la reprise de la grève des écoles, la ministre-présidente Onkelinx est prise de panique. Elle craint que le puissant mouvement ne l'oblige à retirer son décret. Agressive, comme un animal blessé, elle essaie de briser la grève avec une menace sans précédent : ne pas homologuer les diplômes !

Peter Mertens et Jeanine Tips

Onkelinx menace les élèves «des écoles les plus touchées par la grève, un tiers du total : ils perdront leur année si les actions et les absences continuent» (1). Ainsi, la ministre "socialiste" ne s'attaque pas seulement aux élèves mais aussi à leurs enseignants et à leurs parents.

Du côté des élèves en grève, le Comité MESC de Charleroi lui a répondu du tac au tac : «Dans quelle société vivons-nous pour pouvoir accepter qu'un gouvernement puisse dévaloriser à un tel point son corps enseignant ? Son silence pendant huit semaines, la violence déployée au cours des manifestations, est-ce la seule image que la Belgique sait donner de son enseignement ? Et que penser d'un gouvernement qui témoigne d'un manque de respect total à ses électeurs et qui se dit social et démocrate ? Nous, élèves du secondaire, tirons comme conclusion de ces huit semaines de combat que lorsque des élus votent un texte de loi, retranchés derrière des chevaux de frise pour ne pas être dérangés par leurs opposants, nous ne vivons plus dans une démocratie, mais dans une dictature et que nous ne sommes plus dirigés par un parti de gauche, mais un parti de droite» (2).

Laissez passer les élèves !

Comme solution concrète au problème des examens, le MESC propose : «Notre désir serait que l'on allège la matière des examens pour aider les élèves en difficulté à réussir leur année» (2). Lors de la grève des enseignants de 1990,

Yvan Ylieff, ministre à l'époque, a d'ailleurs dû concéder une telle mesure.

Le PTB est d'avis qu'il est, pédagogiquement et socialement, entièrement justifié d'exiger qu'on laisse tout simplement passer les élèves. Selon notre parti, la menace de ne pas homologuer les diplômes pour cause de grève constitue aussi une grave attaque contre le droit de grève lui-même.

Onkelinx essaie aussi de culpabiliser les profs. Précisément ceux qui se battent pour un bon enseignement et un avenir pour notre jeunesse ! Nous avons reçu une lettre d'un prof-gréviste de Bruxelles, réfutant cette démagogie répugnante comme suit : «Dans ces circonstances difficiles, nous tentons de pallier les manques du mieux que nous pouvons. Par exemple, par des rattrapages ou en donnant des travaux aux élèves. D'ailleurs, si les mesures Onkelinx passent, les élèves auront moins d'heures de cours dès l'année prochaine. On peut facilement calculer qu'ils perdront en six ans l'équivalent de trois quarts d'une année ! C'est donc plus que ce qu'ils "perdent" avec le mouvement actuel.

Nous faisons, je crois, preuve d'infiniment plus de déontologie que Mme Onkelinx et ses amis. Car enfin, ces gens ont recours à l'insulte (nous sommes des tricheurs et fraudeurs) et à la calomnie (nous manipulons nos élèves et les employons comme boucliers humains). Je passe sous silence l'utilisation de la punition collective (retrait du salaire) qui frappe aveuglément les professeurs de dizaines d'écoles.» Et en guise de conclusion, il souligne : «J'ai deux fils. Je veux qu'ils aient



Une mère exprime son soutien à la grève des enseignants à la manif du 2 avril à Bruxelles. Exemple à suivre par tous les parents qui se sentent vraiment responsables de l'avenir de leurs enfants.

un avenir acceptable».

C'est la faute à Onkelinx, pas aux grévistes !

Troisième cible d'Onkelinx : les parents. Elle veut «effiloche la solidarité que ces derniers auront pu, au second trimestre, témoigner envers les profs», écrit Le Soir (3). Onkelinx : «Moi, je dis aux parents, spécialement des écoles qui ne fonctionnent pas depuis huit semaines : si ça ne change pas, c'est un scénario catastrophe.» (3) La porte-parole du collectif des parents de Charleroi réplique : «Il est clair que si des risques existent, désormais, pour cette année scolaire, il ne faut pas inverser le problème et reporter toute la faute d'une situation bloquée sur les seuls enseignants.» (2) Un autre parent réagit : «Prendre les enfants en otages ? On n'est pas d'accord. Les profs se battent en premier lieu pour nos enfants, que cela soit clair. Ce sont les ministres qu'il

faut accuser.» Oui, c'est Onkelinx elle-même l'unique responsable de la "situation catastrophique".

Meilleures prestations scolaires après une grève !

A propos des conséquences pour les élèves, le journal néerlandophone De Standaard révèle d'ailleurs : «On pense en général qu'une grève de longue durée aura des effets négatifs sur les élèves francophones. Mais des études sur les longues grèves précédentes dans l'enseignement francophone font défaut. Il existe une étude internationale sur la grève de la Sudbury School au Canada. Elle montre que les étudiants en première année de l'université, qui avaient dû rester longtemps chez eux l'année précédente à cause de la grève des profs du secondaire, obtenaient des résultats un peu meilleurs que leurs collègues. La grève avait donc eu "un effet légèrement positif" sur les étu-

dants.» (4).

En Flandre, le ministre-président Van den Brande vient lui-même de démontrer la relativité - et parfois l'arbitraire - des normes imposées (heures de cours, matières à voir). Tout d'un coup, il ne faudra plus avoir suivi huit heures de maths pour pouvoir participer à l'examen d'entrée pour ingénieur. Dorénavant, six heures suffiront. Pourquoi ? Parce que l'industrie manque d'ingénieurs.

Les jeunes du MESC ont aussi bien raison d'écrire : «Nous sommes bien conscients de la perte des matières que nous aurons à récupérer. Mais, pour nous, il est préférable de perdre une année scolaire que de perdre toute une génération.» On pourrait ajouter : une grève, comme celle-ci est une véritable école de vie, un précieux enseignement sur notre société. Et comment la changer pour réaliser un monde meilleur.

(1) RTBF, Mise au Point, 21.4.1996.

(2) Le Journal 22.04.95. (3) Le Soir, 22.04.95 (4) De Standaard, 29.03.95

La grève continue avec force

Forte opposition à Miller au sein de la CEMNL

Jeanine Tips et Peter Mertens

«Le dossier d'encadrement au secondaire sera clos, définitivement clos. Je ne relancerai pas le carrousel», proclame Onkelinx. Et la Dame de Fer poursuit : «Tout ce que je peux dire, c'est qu'il faut encore six milliards, d'ici à 1999 pour atteindre l'équilibre» (1). Mais non, le dossier qui liquide 3.000 emplois et hypothèque l'avenir de milliers de jeunes n'est

pas du tout clos. La CGSP continue la grève avec le soutien de l'UCEO (Union chrétienne du personnel de l'enseignement officiel) et la CCPET (Centrale chrétienne du personnel de l'enseignement technique). Les médias ont reconnu que, le jour de la rentrée après les vacances de Pâques, l'enseignement restait fortement perturbé.

En plus, déjà pendant les vacances, au sein de la CEMNL

(Centrale de l'Enseignement Moyen et Normal Libre), une forte opposition s'est développée à la semaine de trêve proposée et au "plan Miller" du nom du dirigeant de la CEMNL. Roland Soyeur, professeur à Gosselies et membre du CEMNL depuis 23 ans : «Sans doute sommes-nous tombés si bas qu'il faille aujourd'hui bafouer les droits des vieux pour en donner quelques-uns aux jeunes. La ministre cherche des milliards et

manque terriblement d'imagination. Le syndicat arrive à la rescousse : les enseignants du secondaire achèteront le droit au travail de leurs jeunes collègues par leur modération salariale. Où est la solidarité des grandes fortunes ? Que les ministres la jugent introuvable, prisonniers qu'ils sont des grands lobbies financiers, cela peut encore se comprendre, mais qu'un syndicat refuse de la réclamer, c'est inad-

missible » (2). A l'assemblée des délégués CEMNL-Hainaut à Mons aussi «les choses ne se sont manifestement pas passées dans le calme. Un délégué y a déclaré : «On se demande qui parle et surtout quels intérêts s'expriment à travers nos dirigeants syndicaux» (3).

1. Le Soir, 22.04.96. 2. Le Journal, 22.04.96. 3. Le Peuple, 18.04.96

«Ne sentez-vous pas le souffle de la révolte?» *

Festival du Collectif des Enseignants de Charleroi

Ambiance chaleureuse de fête et de combat, vendredi passé à l'école Pie X de Chatelineau. Le Collectif des Enseignants de Charleroi y organisait un festival de toutes les couleurs.

Lieve Lemmens

De la musique wallonne traditionnelle, du jazz afro-cubain, du rock par les Catasprofs, les chanteurs Claude Semal et Bernard Tirtiaux, de la déclamation et du théâtre: place aux artistes et même aux ... sportifs de l'escrime! Le tout entrecoupé de témoignages de solidarité. Plus de 400 personnes des différents Collectifs de Wallonie et de Bruxelles, des jeunes du Mouvement étudiant du secondaire de Charleroi, des enseignants de Flandre, des syndicalistes, travailleurs et parents solidaires. Les enseignants ne désarment pas. M. Albert Rigal, au nom du collectif de Charleroi ouvre la soirée avec un appel clair à continuer le combat. Nous avons noté quelques points forts de la soirée...

Roberto d'Orazio, délégué principal FGTE Forges de Clabecq :

«On essaie de nous faire croire qu'on sauvera l'emploi en baissant les salaires. Nous en avons fait l'expérience. Il y a trois ans, après trois semaines de grève, on a dû laisser 10 %. Pourtant, aujourd'hui, un nouveau plan liquidera 600 emplois aux Forges. Ce qui fait peur, c'est le monde patronal qui se cache derrière la politique gouvernementale et qui veut une plus grande mainmise sur l'enseignement. Ne laissez pas les patrons prendre à l'enseignement plus que ce qu'ils ont déjà.

Les jeunes ont besoin avant tout d'une formation, d'une bonne culture générale, même dans la sociologie, la philosophie. Pour qu'ils sachent comment le monde tourne. Et pas d'abord la connaissance des machines qui sont d'ailleurs trop grandes pour une école. Nous avons des difficultés à faire comprendre aux jeunes comment toute la technique, les nouvelles technologies peuvent être utilisées contre eux. Ils ont besoin de repères pour saisir qu'il y a une classe qui dirige et une autre qui ne dirige pas.

Il y en a qui étudient trop peu dans notre société et d'autres qui étudient trop. Un ingénieur qui sort de l'université est-il plus sociable qu'un électricien ? Leurs études devraient leur permettre de faire tourner les entreprises d'une



Plus de 400 personnes des différents Collectifs de Wallonie et de Bruxelles, des jeunes du secondaire, des enseignants de Flandre, des syndicalistes, travailleurs et parents solidaires se sont réunis vendredi passé à Charleroi. Un appel clair à continuer le combat.

façon plus humaine et moins dangereuse, mais c'est le contraire qui se produit.

J'ai le souvenir de mon passage au centre PMS à la sortie de l'école primaire. Un jour, un spécialiste doit avoir découvert que notre famille disposait d'un gène favorable à l'électricité : nous sommes quatre frères à avoir été orientés vers l'école technique, section électricité !

La liberté d'enseignement n'existe pas. Mon fils voudra peut-être faire des études universitaires. Mais le jour où je perds mon emploi aux Forges, mon fils aussi perdra sa liberté d'enseignement.»

Un militant de la Centrale chrétienne de l'Enseignement en Flandre (C.O.C.)

«Nous admirons votre combativité et votre lutte dans la rue. En Flandre, nous avons perdu une bataille mais pas la guerre. Le gouvernement flamand s'est d'abord attaqué au supérieur. Dans les plans de restructuration de l'enseignement secondaire, on prévoit :

1. Une fusion structurelle par région, avec désignation de managers et d'enveloppes, qui pourrait condamner un tiers des écoles secondaires.

2. Mais la Rue Guimard pense déjà plus loin. Ce pouvoir organisateur de l'enseignement catholique voudrait réduire le nombre d'écoles de 610 à 69, avec une moyenne de

5.000 élèves par école. Des dizaines d'options devraient disparaître.

3. Le statut, un peu plus avantageux, des petites écoles sera détruit par le financement linéaire : 30 % des écoles devraient ainsi disparaître.

Nous travaillons pour vous rejoindre dans votre lutte pour un enseignement de qualité.»

Une représentante de l'Appel pour une Ecole démocratique :

«Les problèmes financiers en Wallonie et en Flandre découlent d'abord de la communautarisation. Nous réclamons un refinancement au niveau fédéral. Notre voie, c'est l'impôt sur les grosses fortunes et les bénéfices des entreprises. Et la lutte contre la fraude fiscale.»

Un travailleur de la SNCB : «La

modération salariale ne permet pas de sauver de l'emploi. L'attaque à l'index que nous subissons ne permet ni d'éponger les pertes d'emplois ni d'engager des travailleurs. Pour être toujours plus compétitifs, on prévoit déjà une baisse de l'emploi de 40.000 à 22.000 agents ! Vous, enseignants, êtes dans la même situation que nous en février 96. N'acceptez pas que le syndicat se contente de n'importe quoi après huit semaines de combat. »

Un enseignant du primaire :

«Pourquoi est-ce que je participe au mouvement du secondaire, en faisant la grève, en manifestant dans la rue, dans un collectif d'enseignants ? Parce que je suis un citoyen en naufrage quand j'apprends comment le chômage monte, que mon voisin parle des licenciements à sa banque, qui fait d'énormes bénéfices, quand dans la nuit du 2 avril, je vois un SDF à côté de maisons vides, quand j'entend le claquement des matraques qui protègent un simulacre de démocratie. A la SNCB, "les arrêts coûtent trop d'argent" : on supprime les gares. Dans les hôpitaux, ce sont les lits qui coûtent et qu'on supprime. Dans l'enseignement, ce sont les profs qui coûtent et qui se retrouvent sur le pavé. Il y a un fossé entre deux humanités, entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. En attaquant l'école, les nantis de l'argent voudraient que les autres ne se forment plus pour penser contre eux.

A ceux qui se découragent dans les prochains jours, je voudrais demander de réaliser que les progrès de l'histoire ne se font pas nécessairement avec des chances infailliblement favorables.»

Et il y eut bien d'autres témoignages pareils : délégation FGTE de Volkswagen, CGSP-Forem (Charleroi), Collectif Parents-Enseignants de Charleroi...

(*) Calicot des profs de l'Ecole Pie X à Chatelineau

Formidable mouvement des profs

Herwig Lerouge

«C'est comme si nous étions dans un autre pays», déclarait un enseignant néerlandophone après le meeting du Collectif des Enseignants à Charleroi...

«Les rapports entre enseignants et parents, entre enseignants et élèves. L'unité entre les syndicats. Le syndicalisme de combat et le rejet des illusions parlementaires. La volonté de solidarité avec les autres travailleurs et surtout la volonté de faire payer les grosses fortunes. Dommage que nous, en Flandre, ne sommes pas au courant de cela.»

Un exemple de cette volonté de faire payer les super-

riches ? Le remarquable programme de la CGSP-Enseignement qui rapporterait plusieurs centaines de milliards par an. C'est

pourquoi le refinancement de l'enseignement, de la Sécu et des services publics ne forme qu'une seule et même lutte. La CGSP-

Enseignement réclame :

- Réduction des intérêts, à charge des banques

- Impôt annuel d'1 % sur les patrimoines de plus de 15 millions

- Lutte contre la fraude, l'évasion, la sous-évaluation et l'ingénierie fiscales

- Relèvement de l'impôt effectif des sociétés de 20 à 40 %

Voilà le résumé de la signification du formidable mouvement des enseignants qui dure maintenant depuis des mois du côté francophone. Dans ce

numéro spécial, nous présentons quelques leçons et perspectives d'avenir.

Les Collectifs d'enseignants : "Entrons en résistance !"

«L'homme est plus important que la loi des marchés financiers»

Les collectifs d'enseignants ont été mis sur pied dès le début du mouvement de grève il y a dix semaines. Regroupant des profs de tous réseaux et tous syndicats, et des non-syndiqués, ils existent notamment à Charleroi, Mons, Bruxelles, Liège, Brabant wallon... Ils représentent 170 écoles secondaires.

Lieve Lemmens

«C'est l'unité à la base sur le terrain qui donne un énorme élan. La grève a d'ailleurs démarré comme ça : on s'entraide entre écoles, entre réseaux. Des profs non syndiqués ont aussi leur mot à dire. Parfois, on nous traite d'antisindicaux. C'est injuste, nous écoutons tout le monde. Notre but est de nous unir au maximum pour tenir le plus longtemps possible», nous explique une prof qui est là depuis le premier jour.

Une collègue enchaîne : «Nous sommes représentés par huit organisations syndicales différentes, ce qui ne facilite pas l'organisation efficace d'une lutte, surtout actuellement avec les mots d'ordres différents. Au collectif, on ne colle pas des étiquettes. Ce qui nous intéresse c'est qu'on tient le coup sur de bonnes bases, après des discussions répétées, où chacun a pu s'exprimer. C'est cela qui construit notre force inébranlable, non?»

Un collègue ajoute : «Dans des moments où beaucoup de forces semblent s'unir pour que la grève s'arrête, où l'ennemi a trouvé des alliés pour nous diviser, nous nous consultons entre collectifs de différentes régions. Dès qu'il y a "des ombres" quelque part, nous recevons un coup de fil de Liège ou de Bruxelles avec des informations et des arguments frais des syndicats ou d'ailleurs. C'est ainsi qu'un

vrai front commun à la base doit fonctionner. Nous avons de la chance : nous ne subissons pas les pressions des Van Cau ou des Maystadt...»

Rien n'est sorti des négociations avec Onkelinx

Lors d'une soirée de solidarité, le 19 avril, M. Rigal, au nom du Collectif des Enseignants de Charleroi, a transmis un message clair pour continuer la grève : «Des négociations avec Laurette Onkelinx, rien de raisonnable n'est sorti. Le plan précaire de Miller n'a donné l'occasion à Onkelinx que d'imposer de nouveaux camouflés. Là où nous demandions le retrait des décrets, une société plus juste, un impôt exceptionnel sur les grosses fortunes, nous avons reçu des coups de matraque, des insultes et six mille emplois perdus. Une volonté délibérée du gouvernement communautaire d'instaurer un Etat fort, un Etat policier.

D'où leur vient cette splendide combativité ?

A ceux qui craignent les heures de cours perdues, nous répondons que la réduction des horaires à 28 heures semaine fera perdre à chaque élève l'équivalent de 792



«Nous avons dû nous creuser la tête pour nous unir autour de nos revendications : le retrait des décrets et le refinancement», explique un enseignant de Charleroi. Revendication qui a fait son chemin...

heures de sa carrière dans le secondaire, soit l'équivalent de 75 % d'une année scolaire complète ! On nous a traités de "fraudeurs". Ils ont pensé que les matraques allaient nous faire rentrer. Les Collectifs les effraient. Le Front commun est maintenu, toutes les actions sont couvertes au moins jusqu'au 30 avril.»

«A chaque réunion, nous faisons le point de la situation. Chaque école représentée donne son avis. Au début, nous avons dû nous creuser la tête pour nous unir autour de nos revendications : le retrait des décrets et le refinancement. Ce ne sont pas des slogans creux. Au sein du Collectif, il y a eu des groupes de travail, entre autres sur le refinan-

cement à l'initiative des profs eux-mêmes.

Ce groupe a travaillé minutieusement sur des pistes qu'ils trouvent justes et réalisables» nous explique encore un enseignant enthousiaste.»

Écoutons aussi Pierre Gillis, professeur à Mons : «L'actualité récente a démontré le caractère dangereux de comparaisons ignorant complètement l'aspect qualitatif des choses. En France, dont l'enseignement secondaire coûte moins cher que le nôtre, l'armée est intervenue pour rétablir une certaine discipline dans les écoles secondaires qui étaient devenues des champs clos où s'affrontaient des bandes de jeunes délinquants. En ce sens, les enseignants belges se battent donc aussi pour leurs collègues européens : si la Communauté française est refinancée, ces collègues pourront invoquer des comparaisons internationales plus favorables.»

Réflexion sur les propositions Miller, mais aussi l'action !

Les Collectifs ont aussi travaillé sur les propositions Miller, sur les ponctions salariales avec attaque en justice. Chaque nouveau problème est pris en main. Outre la réflexion, il y a l'action. Participation à toutes les manifestations du front commun syndical, harcèlement des politiciens, marche parrainée (qui a rapporté 200.000 FB) pour les frais de justice. Des conférences de presse et la fête du 19 avril pour sensibiliser l'opinion publique. Sans parler des rencontres avec les parents. Nous en profitons pour lancer un appel à l'action du Collectif Parents-Enseignants de Charleroi.

Quel est le rôle des comités des élèves ?

Selon le patron Hahn, "ce n'est pas à eux de décider ce qui leur convient ou non"

Peter Mertens

Si cela dépend des patrons, les jeunes n'ont absolument rien à dire. Ainsi, Michel Hahn, le patron des patrons wallons, affirme : «Comment peut-on demander aux élèves ce qu'on doit leur dispenser comme enseignement? Ce n'est pas à eux de décider ce qui leur convient ou non.» (1).

Hahn a été démenti par l'énorme créativité et la fantastique volonté de lutte de milliers de lycéens. Toute une nouvelle génération s'est organisée durant cette lutte. A Bruxelles dans l'AGEB, à Liège dans le DIES, à Charleroi dans le MESOC. C'était déjà un enseignement de Mai 68 : «Le déploiement du

mouvement étudiant est une illustration vivante du principe général valant pour toute leçon de classe. Les mouvements de masse ne sont possibles qu'en formant un large front unitaire, autour d'un ensemble de revendications permettant à des gens d'opinions diverses d'agir ensemble. C'est seulement dans les actions de masse que la conscience politique peut se transformer sur une large échelle», écrivaient les dirigeants étudiants de l'époque (2).

Le patronat veut diviser les lycéens afin que les jeunes se battent les uns contre les autres au lieu d'unir leurs forces pour obtenir leurs droits. Michel Hahn, toujours lui, pérorait : «Le "struggle for life" existe bien. Pourquoi donc ne pas

l'apprendre dès l'école?» (1). Mais cette génération ne tombe pas dans le piège patronal et s'organise. «Les capitalistes sont toujours organisés», disait déjà Friedrich Engels. Et il poursuivait : «A partir du moment où les ouvriers sont également organisés, ils forment une force et ainsi ils ne sont plus la masse inerte et fragmentée qu'ils étaient» (3). Les jeunes organisent des grèves, des piquets, des conférences de presse, des actions; ils forment clairement leurs revendications. Ainsi, le comité MESOC de Charleroi déclare : «Ce décret nous prépare à une société fragmentée diminuée au profit d'une économie budgétaire. Qui serons-nous? Sans doute ce clochard qui

demande quelques piécettes, cet enfant qui se bat pour un morceau de pain. C'est pourquoi nous sommes là aujourd'hui; pour défendre notre génération sacrifiée. Nous sommes là pour rejeter un décret qui détruit notre présent» (4). Non seulement, les comités de lycéens ont tenu bon, ont dirigé la lutte, ont lancé de nouveaux thèmes. Mais aujourd'hui, ils lancent aussi la discussion pour s'organiser dans un syndicat d'écoliers, au niveau national, donc avec les écoliers néerlandophones !

1. L'Echo, 9.11.95. 2. Ludo Mertens, Kris Merckx. Een kwarteeuw mei '68, EPO, 1993, p. 119 et 122. 3. Friedrich Engels, de trade-unions, in: Marx/Engels, contre le

réformisme, éd. Progrès, 1990, p. 155. 4. MESOC, Dossier de Presse, 8.3.96

Manifestation de solidarité

Organisée par le Collectif Parents-Enseignants de Charleroi. Dimanche 28 avril de 11h à 12h, place Charles II (face à l'Hôtel de Ville de Charleroi).

Venez les rejoindre dans leur ronde silencieuse autour du jet d'eau. Amenez une pancarte ou le drapeau de votre profession.

Flamands et francophones, les profs veulent s'unir

Interview: un professeur de l'Appel pour une école démocratique

Pourquoi ne pas lutter ensemble, écoles flamandes et francophones ? C'est ce que défend Nicole Jublou, enseignante du supérieur, active dans le mouvement "Appel pour un enseignement démocratique" créé pendant le mouvement de grève...

Carlo Gentile

6 mars 1996. Télé-Bruxelles relate un événement peu banal : des enseignants grévistes francophones du lycée Jacquain invitent une enseignante néerlandophone. Elle vient expliquer la situation de l'enseignement côté flamand. Son message fait l'effet d'un bombe... Manifestement, l'enseignement en Flandre se trouve dans le même pétrin. Le démantèlement y est même plus avancé que du côté francophone. Là aussi, le refinancement est indispensable. Alors pourquoi ne pas lutter ensemble ?

Votre mouvement est bilingue et lutte pour l'unité des enseignants au-delà des régions. Ce n'est pas banal. D'où vient cette ambition ?

Nicole Jublou. Suite à la communautarisation de l'enseignement, nous ne savons plus ce qui se passe dans l'autre communauté. Pourtant, on y pratique la même politique. Les ministres Van den Bossche et Onkelinx veulent tous deux enterrer le processus de démocratisation de l'enseignement. J'enseignais moi-même dans une petite école sociale de deux cents élèves. Aujourd'hui, elle a fusionné avec dix autres écoles. Nous comptons aujourd'hui six mille élèves au total. La bureaucratie est énorme. Nous avons prétendument l'autonomie, mais chaque franc doit être approuvé par un commissaire du gouvernement. En outre, l'enveloppe budgétaire dont nous disposons est beaucoup trop réduite. Les temporaires ont été écartés et ceux qui restent doivent travailler plus dur. En outre, le pouvoir syndical est totalement vidé de son contenu.

Le directeur est considéré comme responsable de tous les problèmes, alors que c'est le ministre qui décide du volume de l'enveloppe. La voie est ouverte aux entreprises. Chez mon collègue, qui enseigne dans l'école supérieure d'Anvers, des représentants du secteur diamantaire et de l'industrie portuaire siègent dans le



Nicole Jublou : «L'enseignement flamand et francophone sont dans le même pétrin. Nous devons lutter ensemble pour le refinancement.»

conseil d'administration. On espère de cette façon récolter des fonds supplémentaires et avoir plus de chances sur le marché de l'emploi. Les réformes n'ont pas créé d'emplois mais elles ont augmenté la concurrence entre écoles. On assiste donc à la même politique de démantèlement dans les deux communautés. Mais nous, nous restons divisés.

Vous oeuvrez pour un refinancement au niveau fédéral. Est-ce une revendication réaliste ?
Nicole Jublou. Absolument. La communautarisation nous a imposé un carcan budgétaire. En l'an 2000, le déficit aura atteint 48 milliards dans l'enseignement néerlandophone et 64 milliards dans l'enseignement francophone. Le refinancement est indispensable. Mais pas une nouvelle fois sur le dos des chômeurs, des malades, des pensionnées, des ouvriers et des employés. Aujourd'hui, ceux qui doivent payer et qui en ont les moyens restent hors d'atteinte : les grosses fortunes, les revenus mobiliers, les bénéficiaires des banques et des holdings. C'est là qu'il faut prendre l'argent par une fiscalité plus juste et par la lutte contre la fraude fiscale. Ces mesures ne peuvent être prises qu'au niveau fédéral. A l'occasion de la première manifestation à Namur en septembre 1995, nous avons publié notre plate-forme comme "carte blanche" dans Le Soir. Nous avons facilement trouvé une série de personnalités prêtes à figurer comme premiers signataires. Beaucoup étaient contents que nous indiquions clairement d'où devait provenir l'argent du refinancement.

Comment construisez-vous

concrètement cette unité ?

Nicole Jublou. Notre appel a déjà été signé par un millier de personnes. Pendant la manifestation nationale du 29 février, nous avons vendu plus de mille autocollants fluorescents avec un slogan pour l'unité. Les gens le portaient fièrement sur le dos, au bras. Nous avons envoyé des délégations d'enseignants aux manifestations de l'autre communauté. Elles ont toujours été accueillies par des applaudissements. A la base, il y a une réelle volonté d'unité. Quand je vais parler en tant qu'enseignante flamande chez des francophones, ils viennent me remercier spécialement pour notre message antinationaliste. Notre "Appel" veut surtout exercer une pression sur les syndicats : qu'ils unissent les forces au-delà des communautés ! Dohogne, Ansciaux, la direction nationale du SEL, la direction régionale de la CGSP-Bruxelles et La Louvière ont signé. Du côté flamand, ce sont encore surtout les délégués de base qui signent l'appel. Mais nous sommes parvenus à organiser un débat avec les directions nationales des syndicats des différentes communautés. Un événement historique depuis la communautarisation.

Vous vous rendez aussi dans les usines et les services publics. Inhabituel pour les enseignants !

Nicole Jublou. En effet. Mais l'expérience est positive. Un certain nombre d'enseignants sont allés chez VW. Ils y ont expliqué leur lutte pour l'emploi et la qualité de l'enseignement. Le message a été bien accueilli. La délégation a écrit une motion de solidarité qui a été publiée par les journaux. Un

exemple à suivre. La semaine dernière, des enseignants se sont rendus aux Forges de Clabecq. Nous pensons également à la Sabena, Belgacom, la RTBF. Notre plate-forme dit clairement qu'une large solidarité sera nécessaire pour gagner la bataille.

Quels sont vos plans d'avenir ?

Nicole Jublou. Créer des groupes régionaux organisant des échanges entre enseignants des deux communautés, car les attaques se poursuivront. Créer aussi des relais dans un maximum d'écoles. Encourager la fraternisation entre écoles néerlandophones et francophones. Nous préparons des dossiers sur les sujets brûlants de la politique de l'enseignement. Nous venons d'en réaliser un sur l'autonomie des écoles et la nécessité du refinancement. Le matériel peut être copié sur des transparents et projeté sur écran. Il a beaucoup de succès. Un peu partout en Flandre, nous organisons des débats avec des responsables syndicaux et des professeurs francophones. Les Flamands admirent beaucoup cette lutte. Ils veulent en tirer des leçons. Deux enseignants du groupe "Appel" rédigent pour le moment un livre sur la politique de l'enseignement dans les deux communautés. Il paraîtra en septembre. Nous envisageons des séminaires sur le sujet. Cela nous permettra de mieux nous armer contre les batailles à venir.

Vous pouvez commander le dossier "Autonomie et refinancement" (70 FB) à Josiane Alsteens, 223 avenue de la reine, 1210 Bruxelles.

EN BREF

Soutien aux profs : Forges de Clabecq...

«La délégation CMB des Forges de Clabecq qui a reçu ce jour des représentants du mouvement des enseignants et des étudiants • considère que leur lutte concerne l'ensemble des travailleurs,

- marque son entière solidarité pour :
 - le retrait des décrets Onkelinx et Grafé
 - un enseignement accessible à tous et non soumis au profit

- donner les moyens nécessaires à l'enseignement par le refinancement. Nous considérons que les richesses sont produites par le monde du travail et doivent être investies pour l'épanouissement personnel et collectif. Refinancer l'enseignement, c'est ne plus permettre l'exclusion d'une grande partie de la population de la vie politique, sociale et économique.

- dénonce avec fermeté toute proposition d'enlever une partie du salaire des enseignants pour «sauver» leur emploi: cette expérience a déjà été faite en 1992 à Clabecq (réduction de 10% des salaires) avec les effets que l'on connaît aujourd'hui : suppression de 600 emplois. Le même chantage à l'emploi a déjà été refusé par les travailleurs de Cockerill Sambre.

Pour ces raisons, et dans une volonté d'unité interprofessionnelle, la délégation CMB des Forges de Clabecq appelle à participer aux manifestations et actions des enseignants et des étudiants.

Enseignants et étudiants appellent pour leur part à participer aux actions prévues par les travailleurs de Clabecq pour le maintien de l'emploi et obtenir des actionnaires publics ou privés les investissements nécessaires pour réaliser le plan industriel qui permettra de relancer les Forges.» (Clabecq, 18 avril)

... délégation FGTB-VW,

«La délégation FGTB de Volkswagen Forest exprime son soutien aux enseignants et étudiants en grève, dans leurs justes revendications : un enseignement de qualité et contre les pertes d'emplois. Comme nous, les enseignants ne veulent en aucun cas que le refinancement de l'enseignement se fasse au détriment de la Sécurité sociale, des services publics ou des secteurs socio-culturels. Nous exigeons que le refinancement suive l'évolution de la croissance économique et soit en partie couvert par l'impôt sur les grosses fortunes et le grand capital, par une taxation réelle des bénéfices des entreprises, ainsi que la lutte contre la fraude et l'ingérence fiscale. Le combat des enseignants et des étudiants est un combat interprofessionnel et mérite notre soutien inconditionnel.» (29 mars)

...et le congrès CGSP Termonde

«Le congrès exprime sa solidarité avec les camarades, enseignants et élèves, de la Belgique francophone dans la rue pour un enseignement de qualité et démocratique. Nous soutenons plus particulièrement leur refus de céder au chantage trompeur selon lequel il faudrait accepter des sacrifices pour sauver l'emploi. Nous les soutenons quand ils disent qu'il faut prendre les moyens financiers nécessaires pour un enseignement décent auprès de ceux qui détiennent le capital. Nous les soutenons quand ils disent qu'il s'agit là d'un choix fondamental de société : une société où tout est subordonné au profit et aux bénéfices de quelques-uns ou bien une société où le bien-être et les intérêts de la classe travailleuse sont assurés. Nous souhaitons à nos camarades beaucoup de succès dans leur magnifique combat.» (20 avril)

Onkelinx, Grafé, Lebrun : vraiment des incapables ?

Ils ont copié leurs plans sur ceux du patronat

«Une société qui n'investit pas dans l'enseignement n'aime pas ses enfants, elle sacrifie son avenir». Ce slogan est populaire chez les enseignants et les jeunes. «Comment des ministres peuvent-ils être bêtes ou incapables à ce point?», se demandent-ils.

Herwig Lerouge

Rien à voir avec la bêtise ou l'incapacité. Lebrun, Grafé, Onkelinx, Di Rupo sont entourés de spécialistes, de profs d'université. On ne peut comprendre leurs attaques contre l'enseignement qu'en les interprétant comme un épisode dans la lutte des classes. Pour sauver son existence, ses bénéficiaires, le patronat est obligé de détruire tous les acquis des luttes sociales des 50 dernières années. Les gouvernements, qu'ils soient fédéral, communautaire ou régional, obéissent aux ordres du patronat et des banquiers. Ceux-ci possèdent l'immense majorité des richesses. Ils ont le pouvoir d'embaucher et de licencier.

Ils placent leurs hommes dans les cabinets ministériels et s'achètent des ministres en payant leurs campagnes électorales ou en leur offrant des postes bien rémunérés. Ils peuvent se payer des services d'étude, qui élaborent des projets de loi ou des analyses qui servent aux gouvernements à élaborer des projets de loi. Ils possèdent des groupes de presse. Leurs journaux et leurs stations de TV représentent les intérêts du patronat contre l'intérêt général. Les réformes de l'enseignement que nous combattons dans tous les pays européens ont été élaborées à partir de "La Table Ronde Européenne des Industriels". Ce regroupement des plus grands patrons européens a créé en 1989 un "Groupe de Travail

sur l'Enseignement". Les 40 propositions pédagogiques d'Onkelinx sont copiées mot pour mot sur un texte de 1995 de ce groupe de travail du patronat(1). Les réformes découlent de deux impératifs : un, rendre l'enseignement moins cher et deux, adapter l'enseignement aux besoins du patronat. L'Union Wallonne des Entreprises clame que «notre enseignement est l'un des plus coûteux au monde». (2) Et la Kredietbank propose de «porter la durée du travail des enseignants au niveau de la moyenne de la CE, rapprocher la norme d'encadrement des petites écoles secondaires de celles des écoles de 600 élèves, relever de 15% la population moyenne des classes des quatre dernières années du secondaire, réduire de moitié la différence d'encadrement entre les écoles officielles et les écoles libres, cela permettrait d'économiser 54 milliards et de diminuer l'effectif des enseignants de 19%». (3) Ce sont exactement les mesures déjà prises ou envisagées dans l'enseignement belge. Les ministres, y compris les socialistes, ne font qu'appliquer le programme de la Kredietbank.

Eliminer les rapaces : défi pour les profs et les jeunes

Dans les années cinquante à septante, la bourgeoisie a dû



Le danger Onkelinx n'est dû ni à la bêtise, ni à l'incapacité : ses 40 propositions pédagogiques sont copiées mot pour mot sur les documents du patronat.

accepter une démocratisation de l'accès aux études. La bourgeoisie a dû investir dans l'enseignement sous la pression des luttes, mais aussi pour subvenir aux besoins de l'industrie en expansion au cours de ces années-là. Depuis le milieu des années 70, c'est la crise inextricable et de plus en plus profonde. Pour sauver sa position

concurrentielle, le capital belge fait transférer 650 milliards par an des ménages, de la sécurité sociale, de l'enseignement vers les coffres des banques ou des entreprises. Si l'enseignement belge disposait aujourd'hui du même pourcentage du Produit Intérieur Brut qu'en 1981, il aurait pu dépenser 100 milliards

de plus. C'est exactement la somme de l'accroissement des bénéfices des entreprises entre 1994 et 1995.

Les attaques contre l'enseignement ne sont donc pas dues à la bêtise des ministres. Elles sont dues à la voracité du capital qui veut s'accaparer de toutes les richesses produites dans la société. Les enseignants et les jeunes doivent donc voir leur lutte comme une lutte contre cette classe de rapaces. Ils doivent s'unir à toutes les autres victimes du capital: les travailleurs, les allocataires sociaux, les agents des services publics.

Pour le capitaliste, l'homme n'est pas un individu dont l'Etat doit assurer l'épanouissement. Il n'est intéressant qu'en tant que main-d'oeuvre. L'enseignement sert uniquement à en faire une main-d'oeuvre qualifiée. Il ne faut pas dépenser inutilement de l'argent à former des gens qui ne deviendront jamais de la main d'oeuvre exploitable ou qui exerceront des boulots non-qualifiés. C'est le cas des millions de chômeurs.

Sous le capitalisme tous les acquis sociaux sont provisoires. Sans lutte, on n'obtient rien et sans lutte la bourgeoisie reprend ce qu'elle a dû donner.

Aussi longtemps que cette classe sera au pouvoir, il en sera ainsi. C'est pourquoi le PTB ne lutte pas seulement pour la défense des acquis, mais aussi pour exproprier cette classe et pour une société socialiste bâtie en fonction des besoins de l'homme.

1. «Une éducation européenne, vers une société qui apprend», février 1995, ERT, in Solidaire, 27 mars 1996. 2. Le Soir 20 février 1992, in Etudes Marxistes, novembre 1995, p.72. 3. Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, n°10 et 11, mars 1994, in Etudes Marxistes, novembre 1995, p.75.

L'État a déclaré la guerre au mouvement

Utilisation de techniques anti-insurrectionnelles contre les enseignants et les lycéens

Peter Mertens

Des centaines d'arrestations, plus de cinquante poursuites judiciaires, infiltration et intimidation, action psychologique et violence brutale. Personne ne peut plus parler "d'excès". Le fil rouge qui traverse cette répression est une stratégie bien élaborée pour briser le mouvement dans l'enseignement. Le spécialiste anti-insurrection Kitson, qui a systématisé cette stratégie, parle en termes de guerre. (1)

Une nouvelle stratégie est appliquée à l'encontre des lycéens : l'arrestation des dirigeants pour décapiter le mouvement. A Charleroi, la BSR propose ouvertement

sa "collaboration" au comité de lycéens MESC, qui refuse résolument. Les dirigeants étudiants du DIES (Liège) sont suivis et régulièrement intimidés par la BSR. Le 8 mars, Julien et Axel, deux dirigeants du comité d'action bruxellois AGEB, sont arrêtés. Il est clair que la gendarmerie et la police envisage d'avantage d'arrestations pour, comme le conseillait Kitson, «trouver les éléments subversifs dirigeants et les neutraliser». Elles eurent lieu à Liège le 28 mars. Pendant la manif, des dizaines de flics en civil, armés d'appareils photo et de caméras, rassemblent du "matériel compromettant" contre les dirigeants étudiants. A la fin de la manifesta-

tion, 67 jeunes sont arrêtés, tous dirigeants étudiants ou membres de Rebelle et du MML. Les accusations portées contre eux vont jusqu'à "rébellion armée". Entre-temps, plus de cinquante jeunes sont victimes de poursuites judiciaires; des peines de prison jusqu'à cinq ans sont requises. Puisque les arrestations ne paralysent pas la révolte, la police et la gendarmerie ont à nouveau recours à la terreur brutale. Le général Kitson avait déjà l'expérience que «le moyen le plus simple» pour briser un mouvement est «l'utilisation sans ménagement de la violence brutale. Tous les mouvements de masse non violents y sont très vulnérables.»

Le 2 avril à Bruxelles, des milliers de profs et de jeunes subissent à nouveau la répression. Des dizaines d'arrestations arbitraires ont lieu pendant toute la journée, "préventivement". Des manifestants sont à nouveau tabassés violemment. Pendant ce temps, dans leurs sièges luxueux, les parlementaires "approuvent" le décret.

La bourgeoisie a appliqué la leçon suivante : «Un principe général que nous devons garder constamment en tête, est de gagner à nous les éléments modérés et d'isoler les extrémistes... Nous devons les isoler et les discréditer.» Après la manifestation, la gendarmerie, Le

Soir et le ministre Vande Lanotte sont unanimes : «Les débordements sont la faute des étudiants, incités par des casseurs et le PTB.» Non, la mission de la gendarmerie et de la police n'est pas "neutre". Elle est au service des capitalistes, de Delaunoy à Hahn, qui savent que leur système n'est pas éternel.

1. "La doctrine Kitson : manoeuvres politiques et répression", in Etudes Marxistes n° 27, décembre 1995. Le Général britannique Kitson a généralisé son expérience de la répression en Irlande du Nord et dans le tiers monde dans un livre désormais "classique" paru en 1971. Sa stratégie est maintenant appliquée partout dans le monde dans la lutte contre la "subversion".

A propos de la démocratie, du parlement, des forces de l'ordre...

Le Mardi noir de Bruxelles montre que l'oeuvre de Lénine est plus actuelle que jamais !

Laurette Onkelinx, Dehaene et aussi le chef de la gendarmerie donnent-ils raison à Lénine ? Oui, ils confirment - involontairement, bien sûr - ce que disait le dirigeant révolutionnaire russe. Mais, à propos, savez-vous ce que disait exactement celui-ci ?

Peter Mertens

Deux générations mélangées et unies : jeunes et enseignants, ensemble dans la rue pour arrêter le décret. Mais semaine après semaine, ils se sont trouvés devant le même mur. Et après le Mardi noir, la manif matraquée du 2 avril, des milliers des gens se sont posés la question : "Voilà deux mois que nous menons la grève, comment pouvons-nous nous faire entendre, comment faire valoir nos droits ?" A ce sujet, Lénine écrivait : « Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité *nominale* proclamée par la "démocratie" des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges *réels*, qui font des prolétaires des *esclaves salariés*. Cette contradiction précisément ouvre les yeux des masses sur la pourriture, la fausseté, l'hypocrisie du capitalisme. » (1) Certains disent : "Depuis notre enfance, on nous a expliqué que le peuple est représenté via le parlement !" Où était la voix du peuple ce 2 avril dans l'hémicycle du parlement ? La volonté des dizaines de milliers d'enseignants et de jeunes qui ont mené une lutte courageuse pendant deux mois a-t-elle eu une quelconque influence sur le vote ? Si le parlement représente le peuple, pourquoi devait-il dès lors être protégé contre ce peuple par l'armée, la gendarmerie et la police ?

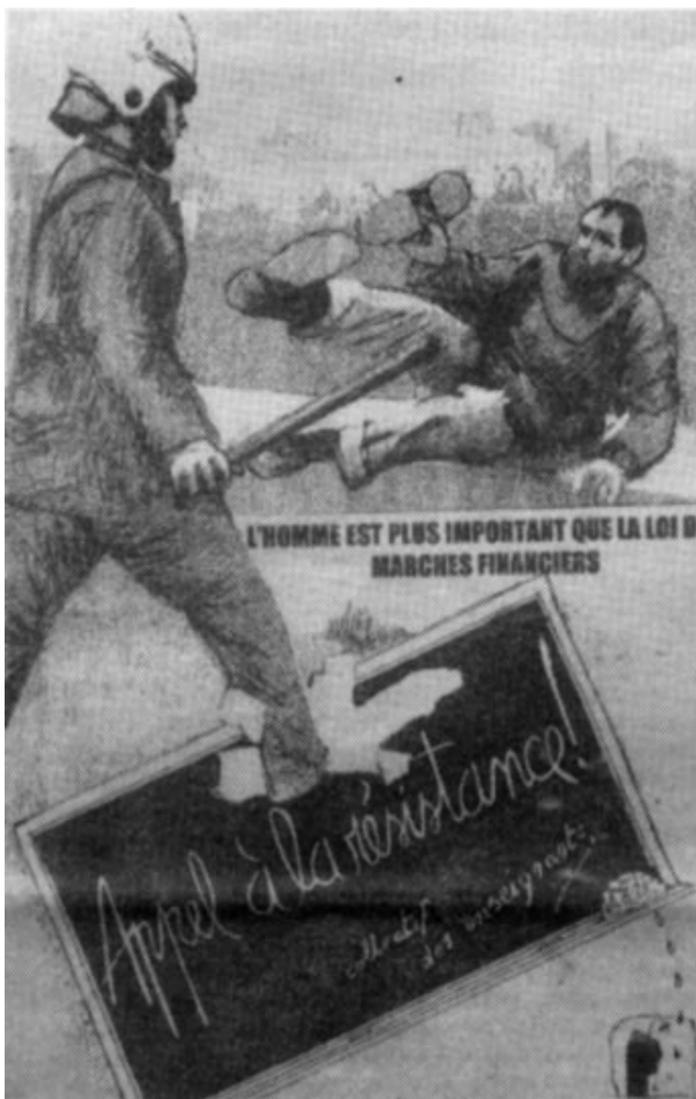
Lénine explique bien ce qu'il en est : « Mille barrières s'opposent à la participation des masses travailleuses au parlement bourgeois (lequel, dans une démocratie bourgeoise, ne résout jamais les questions majeures; celles-ci sont

tranchées par la Bourse, par les banques). Et les ouvriers savent et sentent, voient et saisissent à merveille que le parlement bourgeois est pour eux un organisme *étranger*, un instrument d'oppression des prolétaires par la bourgeoisie... » (1) En effet, ce sont la Table Ronde Européenne (2) et les banques qui ont fixé les lignes essentielles des réformes de l'école.

Mais qu'en est-il alors de la démocratie ? Après quelques semaines d'action, les calicots disaient dans toutes les couleurs : "Démocratie : coquille vide", "La Belgique est-elle encore une démocratie ?". LDes centaines de gens ont scandé à Bruxelles : "parodie de démocratie!". "Nous pouvons discuter de tout, tant que nous respectons le carcan budgétaire", a déclaré Onkelinx à plusieurs reprises. Ce que Dohogne a judicieusement traduit comme suit : "Nous pouvons seulement discuter de la manière dont nous licencierons les profs".

A sa manière, Onkelinx confirme ce que disait Lénine...

La démocratie n'existe qu'aussi longtemps que nous suivons les règles du jeu des patrons et respectons le cadre imposé par la Table Ronde Européenne. Au-delà, il n'y a plus de démocratie et c'est la répression. Pour citer Michel Hahn, le grand patron de l'Union Wallonne des Entreprises : "une démocratie musclée, celle où on respecte les règles du jeu". (3) « A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait



Le collectif des enseignants de Charleroi a réalisé cette affiche dénonçant la violence policière contre le mouvement de l'enseignement.

parler de "démocratie pure", mais seulement de démocratie *de classe*», écrivait Lénine. (1)

Derrière la démocratie : la répression

Dehaene l'a économisé dans tous les secteurs, sauf dans celui des forces de répression. Le budget de la Justice a augmenté de 59 % pour atteindre 35,2 milliards et un milliard supplémentaire a été consacré à la procédure judiciaire rapide (qui permet aujourd'hui de poursuivre les jeunes). Les écoutes téléphoniques sont légalisées, le pouvoir de la gendarmerie a été renforcé, elle a été dotée d'un programme informatique ambitieux (Astrid) qui a coûté plus de huit milliards et qui assure une liaison permanente avec tous les services de police. Enfin, outre les nouveaux combis et les 45 nouvelles Saab, les trois hélicoptères Puma et les cinq Alouette seront remplacés. (4)

Ce matériel ne sert nullement à combattre la criminalité, la bande du Brabant wallon et les milliardaires-fraudeurs le savent très bien. La tâche de la gendarmerie apparaît clairement dans les propos suivants de son ancien chef : « Il est à craindre que la décision de diminuer le niveau de vie ne conduise à des mouvements re-

vrez tenir tête pour que l'ordre public soit préservé ». (5) Lui aussi confirme Lénine qui disait : « Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa Constitution des biais ou restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc. "en cas de violation de l'ordre", mais, en fait, au cas où la classe exploitée "violera" son état d'asservissement et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave. » (1).

Certains dirigeants étudiants de l'ULB nous ont demandé : "Nous apprécions énormément le travail du PTB, mais pourquoi vous basez-vous encore sur des figures historiques comme Lénine ?" La réponse : l'oeuvre de Lénine est plus actuelle que jamais, elle nous permet de comprendre de la démocratie de classe et comment on peut la vaincre pour construire une véritable démocratie socialiste populaire.

(1) Lénine, La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Edition Pékin 1970, p. 24, 25-26, 18, 21-22. (2) L'European Round Table of Industrialists réunit les grands patrons européens et a formulé plusieurs recommandations en vue de la réforme de l'enseignement. (3) L'Echo, 9.11.95. (4) Solidaire, 28.06.95 et 10.05.95. Et : Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993, Chambre des Représentants de Belgique, 5.11.92, p. 150-151. (5) Beaurir, à l'époque commandant de la gendarmerie, au journal Le Soir, 8.10.80.

Jugez vous-même : université marxiste d'été 96 !

Du 14 au 27 juillet, l'asbl Institut d'études marxistes (Inem) organise une université marxiste d'été ouverte à tous les profs et étudiants à la recherche d'une alternative socialiste. Que signifie "démocratie de classe" ? L'Etat est-il neutre ? Comment construire une démocratie socialiste populaire ? Nous en discutons avec un esprit ouvert en nous basant sur les ouvrages essentiels du

marxisme et en nous référant à des exemples actuels. La presse parle chaque jour de la "faillite du marxisme". Jugez-en vous même en étudiant les textes originaux !

Renseignements et inscriptions (8.000 FB pour deux semaines en pension complète) : Inem, rue de la caserne 68, 1000 Bruxelles. Téléphone : 02 / 513. 76. 73.

Aboutir d'un seul coup au socialisme ?

Si aujourd'hui on assiste déjà à une telle violence contre un mouvement revendiquant le refinancement, on peut s'imaginer quelle sera la violence du pouvoir lorsque les mouvements de masse exigeront la nationalisation des holdings et des banques. Lénine explique : « Quand la bourgeoisie et ses fonctionnaires ont recours à des mesures extrêmes de résistance, cela épouvante les intellectuels. Ils seraient "disposés" à reconnaître le socialisme d'un seul coup, d'un seul bond sensationnel, sans bruit, sans lutte, sans grincements de dents de la part des exploités, sans leurs multiples tentatives de sauvegarder l'ancien état de choses ou de le restaurer par un détour, en sourdine, sans "ripostes" réitérées de la violence révolutionnaire prolétarienne à de telles tentatives. (...) Nous attendons

la force du prolétariat, sa maturité pour le pouvoir non des palabres et des exhortations, non de l'école des sermons doucereux et des déclamations sentencieuses, mais de l'école de la vie, de l'école de la lutte. Seule la lutte sérieuse, persévérante, farouche, nous instruit. » (Lénine, Oeuvres, Tome 26, Editions Moscou 1958, p. 419-420).

« Cette vérité que la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine d'Etat toute prête, qu'elle doit la *démolir* », précise Lénine, « c'est ce qu'il y a justement de plus essentiel dans l'expérience de la révolution prolétarienne, ce qui distingue justement la révolution prolétarienne des réformes bourgeoises. » (Lénine, La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Ed. Pékin, 1970, p. 128-129).

Comment le socialisme éduque ses enfants...

Alice Bernard et Carlo Gentile

Chez nous, gouvernement et patronat préparent une école encore plus inégale. Pourtant, l'enseignement au service du peuple, c'est possible. Durant les vacances, une délégation d'enseignants PTB a visité Eisenhüttenstadt, en ex-RDA. Une ville entièrement conçue par et pour les travailleurs, autour du combinat sidérurgique EKO.

Pour voir quelle place occupait l'école sous le socialisme, nous avons rencontré des enseignants et des sidérurgistes. Thèmes : leur ville (voir aussi prochain numéro), l'enseignement polytechnique, les liens école - usine. Et aussi les problèmes d'hier et d'aujourd'hui...

Le 10 novembre 1989, quand le Mur de Berlin s'est écroulé, il a entraîné dans sa chute tout le système éducatif de la RDA. Un système où l'enfant était au centre des préoccupations en tant qu'être humain en devenir... C'est toute une conception de l'enseignement réellement démocratique, c'est-à-dire pour le peuple, qui a été balayée comme un fétu de paille. Dans chaque ville, chaque quartier disposait, avant 1989, d'une crèche gratuite où les enfants recevaient un repas chaud pour la modique somme de 50 pfennigs (10 francs). Aujourd'hui, cette infrastructure a totalement disparu et la crèche coûte 3,5 marks par jour, repas non compris.

Dès l'âge de trois ans, l'enfant pouvait fréquenter le jardin d'enfant ("Kindergarten"). Un par quartier, ce qui permettait d'éviter les accidents sur le chemin de l'école.

Mais la réalisation la plus remarquable de la RDA en matière d'enseignement est sans aucun doute la "Zehn-

klassige allgemeinbildende polytechnische Oberstufe" : un cycle de dix ans ouvert à tous les enfants, sans distinction de race, de sexe ou de position sociale. Ils y recevaient, dès l'âge de six ans, à la fois un enseignement général de qualité dans les matières les plus variées (allemand, mathématique, histoire, géographie, astronomie, sciences, langues étrangères, musique, dessin etc...) et une formation technique en prise directe sur l'entreprise. Une leçon de démocratie pour les pédagogues de nos pays capitalistes : chez nous, l'enseignement général est destiné à une élite tandis que les programmes du technique et du professionnel ne prévoient pas une seule heure d'histoire et seulement quelques heures de français.

Pas de clivage entre manuels et intellectuels

Ce n'est donc qu'à l'âge de seize ans que l'élève devait

choisir entre une formation professionnelle ou le bac. Tous deux donnaient accès à l'université. Cette possibilité est, en théorie, également offerte aux élèves belges qui ont suivi une filière technique ou professionnelle. Mais, en réalité, on se garde bien d'offrir à ces enfants la formation générale nécessaire pour réussir dans le supérieur.

En outre, les «intellectuels» bénéficiaient d'une formation technique en application directe de la théorie, ce qui évitait le clivage entre d'une part des «cerveaux» avec deux mains gauches et d'autre part des «manuels» dociles et ignorants, comme cela se passe trop souvent dans nos pays.

Cette formation technique était assurée grâce au parrainage, totalement financé par l'entreprise. Dans chaque usine, une brigade prenait en charge l'éducation technique d'une classe, au travers du cours de polytechnique. Il s'agissait d'une formation technique progressive liant étroitement théorie et pratique. Dès la première année, les élèves étaient confrontés à des problèmes «techniques» simples, comme par exemple la construction d'un cerf-volant. La deuxième année était consacrée au travail du bois et les troisième et quatrième années au

Allemagne, Est et O



Les écoliers de l'ex-RDA socialiste avaient droit au même enseignement pour tous. A présent, les patrons ouest-minorité de cerveaux, une majorité de robots.

travail du métal. Dès l'âge de dix ans, les petits Est-Allemands savaient ainsi fabriquer des moteurs simples et à douze ans, ils avaient la satisfaction de construire des produits finis.

Dès la septième année, l'enfant de la campagne apprenait à s'occuper des machines agricoles et à soigner les bêtes, tandis que l'enfant des villes allait à l'usine, sur un chantier naval ou de construction. Là, un ouvrier le prenait en charge et lui montrait en quoi consistait le travail. L'enfant pouvait ainsi se familiariser avec la machine. En neuvième et dixième année, l'enfant participait un jour par an à la production au même titre que n'importe quel autre travailleur.

Des ouvriers prenaient en charge des élèves

Ce contact avec le monde du travail avait un triple

objectif. D'abord, il permettait à l'élève de choisir en toute connaissance de cause le métier qu'il désirait et constituait dès lors une des étapes fondamentales de l'orientation professionnelle. Ensuite, ce cours de polytechnique servait à lier théorie et pratique. Les professeurs de cours généraux voyaient en théorie les éléments qui allaient être appliqués dans la leçon en atelier ou en usine. Enfin, cette relation au monde de l'entreprise permettait d'apprendre le respect des travailleurs.

Au début de chaque année scolaire, la brigade signait un contrat de parrainage : elle s'engageait non seulement à assurer la formation technique de l'enfant mais aussi à organiser ses loisirs. Ainsi, un ouvrier passionné de philatélie, par exemple, pouvait mettre sur pied, avec les élèves de sa classe qui le souhaitaient, un club de philatélie. Ces activités, entièrement gratuites, aussi variées que possible, con-

tribuaient à épanouir l'enfant en dehors des salles de classe. Une telle synergie entre école et entreprise est à cent lieues de ce que prônent Onkelinx et consorts. Là, on voulait former des êtres humains, cultivés et habiles de leurs mains; chez nous, par contre, on réserve la culture à une élite de plus en plus réduite. Ici, la relation est à sens unique : tout pour l'entreprise, qui disposera par ce moyen d'une main d'oeuvre bon marché, abondante, qualifiée et docile. Là, tout était mis en oeuvre pour assurer le développement de l'enfant.

Quand on connaît l'histoire du socialisme, on ne doit pas s'étonner de l'attention apportée à l'éducation et à l'enseignement. L'Union soviétique, la Chine, Cuba et les autres ont toujours compté au nombre de leurs priorités absolues l'éducation de la jeunesse; et la RDA ne faisait certainement pas exception à cette règle.

Le système scolaire ouest-allemand

Les quatre premières années sont les mêmes pour tous. C'est dès l'âge de 10 ans que la sélection s'opère : 20% des enfants sont orientés vers le «Gymnasium» (lycée) qui les mènera à l'Abitur (bac), les autres vers l'enseignement technique et professionnel. 40% de ceux-ci aboutissent à 16 ans dans le système d'apprentissage. C'est en fait un enseignement à horaire réduit organisé directement par les entreprises privées. Les jeunes sont mis au travail dans l'usine et ne reçoivent plus que quelques heures de formation générale.

Ils ont ainsi une force de travail à bon marché, moulée selon les besoins du patronat. Avantage de ce système, selon l'OCDE : «Il s'agit d'apprendre à devenir membre d'une équipe de travail, à accepter de recevoir des ordres et de travailler avec les autres. Il s'agit aussi de mieux comprendre le rythme de travail et d'être prêt à répondre à des exigences différentes lors des étapes successives d'une carrière.» (1)

(1) «Redéfinir le curriculum: un enseignement pour le 21ème siècle», OCDE, Paris 1994, p.49.



Une ville construite par les travailleurs, autour du combinat sidérurgique d'Eisenhüttenstadt...

Ouest : deux conceptions de l'école



patrons ouest-allemands imposent leur école divisée en deux : elle fabrique une

Le capitalisme a envahi nos classes

Interview d'un pédagogue de l'ex-RDA, réduit au chômage

Avant de rentrer en Belgique, nous avons fait un crochet par Berlin. Nous y avons rendez-vous avec Hans-Georg Hofmann, pédagogue, ancien responsable de l'académie des sciences pédagogiques de la RDA, aujourd'hui au chômage...

Vous dites dans vos articles que l'Ouest a colonisé l'enseignement. Qu'entendez-vous?

Hans-Georg Hofmann. «Dès que le Mur est tombé, le nouvel Etat allemand a tout réorganisé : l'économie, la politique, mais aussi l'enseignement. Il s'agit pour le nouveau pouvoir d'éduquer les enfants dans la soumission au capitalisme triomphant plutôt que dans le respect des valeurs de la classe ouvrière et du socialisme.

L'école a d'abord subi une première phase de transition. Beaucoup de directeurs d'école et de professeurs, la plupart membres du SED (parti communiste au pouvoir en RDA), ont été démis et remplacés par des «Occidentaux». Cela a coûté très cher à l'Etat. Un seul exemple, le mien. J'aurais pu obtenir une chaire à l'université de Berlin pour un salaire de 3.500 DM brut par mois (environ 70.000 FB). Au lieu de cela, ils ont engagé un prof de l'ouest, qu'ils payent 25.000 DM (500.000 FB) par mois, plus 2.000 DM (40.000 FB) nets d'impôts pour frais d'installation, plus trois vols par mois pour rendre visite à sa famille dans sa ville d'origine.

Maintenant, le gouvernement du land de Brandebourg (sud-est de Berlin) veut introduire de nouvelles réformes. La CDU (Parti Démocrate Chrétien) se plaint que les caisses sont vides. Les «frais» de l'annexion ont été plus importants que prévu (constructions de prestige, «modernisation» des voies de com-



Finies les crèches gratuites, les jardins d'enfants dans chaque quartier...

munication, prise en charge sociale de tous les travailleurs licenciés, installation des «colons» venus de l'ouest...) Le bourgmestre de Berlin prétend qu'il ne pourra bientôt plus faire face à toutes les dépenses. Il peut encore vendre des biens publics pendant deux ans, mais ensuite il aura beaucoup moins de rentrées. Leur solution : faire des économies sur les pensions et la formation. Certains parlent de privatisation, d'autres vantent le système de chèques-formation, comme dans certains Etats des USA. (1)

Le patronat, via l'organisme de privatisation «Treuhand» (2) a fait main basse sur le tissu industriel et économique de la RDA. Aujourd'hui, il veut imposer sa vision de la formation des jeunes. L'institut allemand pour l'économie et l'industrie a élaboré un plan : un élève de l'enseignement technique coûte deux fois moins cher qu'un élève de l'enseignement de formation générale. Il propose donc que deux-tiers des jeunes suivent une formation de moins bon niveau, essentiellement technique et professionnelle, et qu'un tiers seulement puisse obtenir le bac.»

Comment la restructuration frappe-t-elle concrètement ?

Hans-Georg Hofmann. «Tout d'abord, ils veulent regrouper les écoles dans des entités plus grandes à

partir de la 5ème année primaire. Prétexte officiel : la diminution du nombre d'enfants (un tiers de naissances en moins depuis 1988). Il faut donc modifier le nombre de locaux, de moyens didactiques et de professeurs, disent-ils. On adopterait le système de l'Ouest, avec sélection à dix ans entre formation technique ou générale (voir encadré). Ensuite, ils veulent modifier les normes d'encadrement : la norme de dédoublement des classes passerait de 36 élèves à 38, et le nombre moyen d'élèves par classe devrait passer de 28 à 32. Enfin, ils ont décidé de diminuer les bourses et d'augmenter les prix des manuels scolaires.»

Quelle est la situation des enseignants aujourd'hui?

Hans-Georg Hofmann. «Lors du passage au nouveau système, la plupart des enseignants ont reçu un contrat temporaire. Ils tiennent à garder ce contrat, ce qui explique que maintenant, ils ne bougent peut-être pas beaucoup. D'autre part, le gouvernement a décidé d'en «fonctionnariser» une partie, ce qui leur donne une sécurité d'emploi, mais les oblige à une certaine «neutralité». Les pratiques de «berufsverbote» (interdiction professionnelle) se sont étendues à l'Est. En tout cas pour les anciens membres du SED, qui représentaient un quart des trois cent mille travailleurs de l'enseignement

de l'ex-RDA.»

Comment la population réagit-elle?

Hans-Georg Hofmann. «Certains parents sont mis sous pression par le nouveau système. Leurs enfants commencent à leur coûter très cher ! Ils veulent alors qu'ils restent le moins de temps possible à l'école et se trouvent vite un boulot. Ce qui ne peut que profiter au pouvoir.

Mais d'autres, de plus en plus nombreux, commencent à se remettre du choc de la colonisation. Ils ont compris que l'Etat et le patronat ne veulent pas d'un grand nombre de jeunes bien formés.

Ceci dit, ce sont les jeunes qui réagissent le plus : il y a eu une manifestation de dix mille lycéens à Potsdam et une de trente-cinq mille jeunes à Berlin début avril. Ils se battent pour leur droit à la formation et au travail. C'est un grand espoir pour la gauche. Comme le disait un prof libéral de Bielefeld (ouest) : «Si les jeunes ne reçoivent pas de travail, ils deviendront révolutionnaires.»

(1) Les chèques-formation sont un peu comme des chèques-repas. Les parents reçoivent des chèques qu'ils peuvent échanger contre des heures de cours et d'encadrement. Certains établissements n'hésitent pas à réclamer des «suppléments» de façon à dispenser des cours «de meilleure qualité». (2) Voir Solidaire n° 45 - 1995.



14h à 15h30

Au 1er Mai du PTB, débat sur la thème

Ecoles en solde, étudiants en danger

Ward Coenegrachts, responsable de MML, mouvement des étudiants du PTB, s'entretient avec

- **Julien Versteeg**, membre de Rebelle (jeunes du PTB), délégué des élèves, porte-parole de l'AGEB (assemblée générale des élèves de Bruxelles),

- **Jean-Yves Verraes**, délégué du DIES (délégation indépendante des étudiants du secondaire), Liège

- **Toon Vanagt**, vice-président du VVS, association des étudiants flamands (invité)

- **Laurent Monnier**, vice-président de la FEF (Fédération des Etudiants Francophones) (invité)

16h à 17h30

Démocratie musclée, la répression anti-jeunes

Des dizaines de jeunes ont fait l'expérience des matraques, ont été victimes d'arrestations, d'intimidations et répressions de la police ou la gendarmerie... Leur crime ? Manifester pour un enseignement démocratique ou bien être immigré...

Sebbe vande Putte, responsable Rebelle, s'entretient avec

- **Marianne Lerouge**, porte-parole de Rebelle (organisation de jeunes du PTB)

- **Germain Mugemango**, étudiant et membre de la FEF, poursuivi après la manif du 28 mars

- **Christophe de Ramme-laere**, étudiant, arrêté après la manif du 28 novembre à Liège, porte-parole du comité de la Trémie qui défend les victimes de la répression.

- **Nouredni Izasni**, comité contre la double peine, Paris

- **Saïd Bouamama**, auteur du livre "Dix ans de marche des Beurs".

Des grains de sable dans la machine

Avec conviction, les enseignants d'Eisenhüttenstadt nous ont montré que l'enseignement sous le socialisme était nettement supérieur à ce qui existe depuis l'annexion. Cependant, tout n'était pas parfait. Les questions, problèmes, réclamations quant aux programmes ou à l'organisation de l'école n'arrivaient quasi jamais au

niveau le plus haut. Les directives du ministère étaient appliquées de façon formaliste, les cours de marxisme-léninisme se donnaient sans lien avec la pratique des étudiants.

Selon le pédagogue Hans-Georg Hofmann (voir ci-contre) : «Il y a toujours eu des discussions internes au ministère sur les programmes et orientations scolai-

res. Margot Honecker, ministre de la Formation populaire, discutait beaucoup des orientations pédagogiques avec ses collaborateurs. Les discussions étaient parfois houleuses. Dans l'appareil du parti, beaucoup refusaient les nouveautés. Mais ces discussions de fond ne sortaient pas du ministère. C'était probablement une erreur...»

La communautarisation a déjà trop coûté aux enseignants

En 1988, le véritable but était d'économiser

«Suite à la communautarisation, l'enseignement flamand disposera d'au minimum 14 milliards de moins en 1988.» Ce calcul sort-il d'un journal syndical ? Non. D'où vient-il alors ?

Annamie Mels

La citation ci-dessus provient d'une étude de G. Monard, Secrétaire général de l'enseignement flamand, et bras droit du ministre flamand de l'enseignement Van den Bossche. Petite précision... l'étude date de 1988 et était alors citée par Brandpunt, journal de la centrale chrétienne de l'enseignement. Aujourd'hui, Van den Bossche et Monard se gardent bien de brandir de tels chiffres. Un calcul similaire a conduit le journal *Le Soir* à estimer la perte, du côté francophone, à 17,5 milliards. Ces citations démontrent que les ministres PS-PSC, qui ont décidé de la communautarisation de l'enseignement, savaient qu'ils opéraient une restriction budgétaire. Toutes les mises en garde datent de novembre 1988, alors que la loi de financement a été votée en janvier 1989. Cette loi détermine les sommes allouées aux communautés pour l'enseignement : elles reçoivent à cet effet une part des revenus de l'impôt de l'Etat fédéral. Comment ce montant est-il fixé ? On part des dépenses de 1988, donc à la fin d'une longue période d'assainissement. Le montant est adapté en fonction de deux critères : la hausse de l'index et l'évolution du nombre d'élèves de moins de 18 ans. Outre ces dotations, les communautés n'ont quasiment aucune possibilité d'obtenir des compléments de budget pour l'enseignement. Les impôts, par exemple un impôt sur les grandes fortunes, ne peuvent être prélevés que par l'Etat fédéral. Il n'y a aucune marge pour octroyer une augmentation de salaire aux enseignants ou pour faire face à l'augmentation du

nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur ou dans les universités. Toute augmentation d'un poste doit être compensée par une baisse du nombre d'enseignants. R. Savage, professeur à l'Université Catholique de Louvain, a calculé que la loi de financement représente dans les faits une réduction de 25 % des moyens de l'enseignement, pour les deux communautés confondues. Pour la communauté flamande, le déficit pourrait s'élever à 48 milliards d'ici l'an 2000.

Licenciements adaptés aux différences culturelles ?

En 1987, lors des élections, Wivina Demeester, l'actuel ministre flamand du "bien-être social", et Frank Swaelen, président du Sénat, font parvenir, en leur qualité de "spécialistes de l'enseignement du CVP", de la propagande aux enseignants. Ils plaident pour la communautarisation qui doit garantir «un enseignement flamand de qualité...». Les crédits pourront alors être utilisés de manière optimale pour les jeunes flamands (...). Style de vie, environnement, préférences, besoins et attentes différant de communauté à communauté (...), des normes de rationalisation différentes peuvent être fixées en Flandre et en Wallonie.» La dernière phrase est un véritable aveu : même dans sa propagande électorale, le CVP ne peut pas cacher qu'il pense en fait à des économies, mais il donne l'illusion qu'elles seront moins nécessaires en Flandre qu'en Wallonie. Véri-



Une délégation d'enseignants flamands de la CGSP ont témoigné leur soutien à leurs collègues francophones dès le début du mouvement. On les voit ici le 27 septembre, à la manifestation de Namur.

fions dans quelle mesure on a tenu compte du "style de vie" de chaque communauté dans les économies réalisées dans l'enseignement. Première similitude frappante : aussi bien dans la Communauté flamande que dans la communauté francophone, les pertes d'emplois s'élèvent à 3.000 depuis 1989. Similitudes au niveau de l'enseignement supérieur : pendant l'été 1994, après deux années de lutte des étudiants et des syndicats, le parlement flamand adopte (en plein milieu des examens !) le décret Hobu pour l'enseignement supérieur non universitaire, une brèche dans tous les acquis du secteur. Après les fusions, il ne reste plus que 29 des 160 écoles supérieures. Le budget global est fixé à 16,7 milliards. Le budget octroyé à chaque école étant trop réduit, il faut licencier. Le statut du personnel est entièrement démantelé. A l'automne 1994, trois mois après le vote du parlement flamand, le ministre Lebrun lance son plan de fusions des écoles

supérieures francophones. Aujourd'hui, le ministre Grafé déclare qu'il s'inspire du décret de Van den Bossche pour le financement des "Grandes Ecoles" (1). Ce dernier prépare à présent une grande réforme de l'enseignement secondaire qui envisage tout d'abord un relèvement du volume en fusionnant les écoles pour ne garder que des mastodontes de 2.000 à plus de 10.000 élèves. Deuxième point : l'introduction d'enveloppes budgétaires et la réduction des branches d'étude, ce qui entraînera des licenciements. Le statut des enseignants est revu. Philippe Delaunois, PDG de Cockerill-Sambre, déclarait : «l'enseignement est malade. C'est un système coûteux et inefficace, la jeunesse en souffre en premier lieu, et finalement toute la société, donc aussi les entreprises». (2) La Kredietbank publie en 1994 une note explosive dans laquelle l'enseignement est considéré "cher et inefficace". (3) Dans toute l'Europe, les grands

patrons parlent le même langage : ils veulent économiser sur l'enseignement et en même temps l'orienter davantage vers les besoins des entreprises. D'une part, un enseignement élitiste et, de l'autre, des écoles ghettos pour les exclus. Après avoir été appliquée aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, cette politique est imposée dans l'ensemble de l'Europe, sans souci de prétendues différences culturelles. Si les patrons et les ministres, au-delà des frontières linguistiques, parlent le même langage et mènent la même politique, n'est-il pas urgent que les enseignants et les étudiants francophones et néerlandophones s'unissent ? La division communautaire et la régionalisation de la Belgique a déjà trop coûté aux travailleurs des deux côtés de la frontière linguistique.

(1) *La Libre Belgique*, 28 janvier 1996. (2) *L'Echo*, 23.10.90. (3) *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, mars 1994.

Le mythe d'un enseignement flamand moins cher

Pourquoi les enseignants flamands ne participent-ils pas à la grève ?

Annamie Mels

Pourquoi la lutte s'est-elle arrêtée en Flandre après le 28 février ? Début mars, le ministre Van den Bossche a publié sa "note d'orientation", fixant les grandes lignes de la réforme. Il présente sa note comme étant une base de négociation, évitant soigneusement de citer des chiffres. Il écrit néanmoins textuellement que la réduction des branches d'étude conduira à des licenciements. (1) Cela ne l'empêche pas d'accuser le dirigeant syndical Sweevelt (CGSP) de "désinformer le public" (2),

parce qu'il parle de 3.000 licenciements. Une deuxième raison qui explique l'arrêt des actions est le fait que les dirigeants syndicaux ont orienté toute la lutte vers "la pression sur les parlementaires" : convaincre les élus CVP et SP de voter contre le blocage des nominations. Ceci a démobilisé la base syndicale, qui a peu de confiance dans cette forme d'action et attendait de nouveaux mots d'ordre, surtout durant les premières semaines qui ont suivi la manifestation du 28 février. Entretiens, il s'est d'ailleurs avéré combien cette stratégie était erro-

née, car aucun parlementaire CVP ou SP n'a voté contre le blocage des nominations ! Un dernier élément est l'influence d'un certain courant nationaliste jusque dans les rangs syndicaux. C'est ce qui a conduit à la manifestation "séparée" du 28 février. Des enseignants flamands s'en sont indignés et ont marché aux côtés des francophones dont ils ont apprécié la combativité. Leur respect pour la grève des enseignants francophones s'en est trouvé renforcé. Mais de leur côté, les politiciens diffusaient l'idée que "l'enseignement francophone de-

vra économiser lui aussi, comme nous le faisons déjà depuis longtemps en Flandre". Les chiffres officiels démentent pourtant cette affirmation : le coût d'un élève, francophone ou néerlandophone, est pratiquement le même. La moyenne des dépenses par élève de l'enseignement primaire, par an, est de 84.944 F en Communauté flamande et 86.201 F en Communauté française. (3) Pour l'enseignement secondaire, il est de 215.782 F en Communauté flamande et de 216.919 F en Communauté française. (4)

Cela ne signifie nullement que la lutte soit terminée en Flandre. Les enseignants en ont ras-le-bol de la pression croissante du travail et du problème toujours plus inquiétant de l'échec scolaire. Et les syndicats de l'enseignement continuent à s'opposer aux enveloppes budgétaires et au démantèlement du statut.

(1) Note d'orientation, p. 9. (2) *De Morgen*, 5 mars 1996. (3) *Annuaire statistique 93-94, Enseignement flamand*. (4) *Annuaire statistique 93-94, Ministère de l'éducation, recherche en formation de la Communauté française*.

Le fil rose de Léo Collard à Laurette Onkelinx

Le Parti Socialiste a-t-il vraiment été le défenseur de l'école démocratique?

De nombreux enseignants membres du PS sont désemparés. On leur avait dit que, dans le passé, le PS s'était battu pour que les enfants du peuple puissent aussi étudier. Tout le mal viendrait-il des dirigeants du PS actuels qui auraient vendu leur âme au diable ?

Jeanine Tips

En 1957, le ministre belge de l'Éducation, Léo Collard, dirigeant socialiste, affirme : «Je considère comme un impératif absolu que tous les jeunes gens capables d'entreprendre des études puissent le faire, quelle que soit l'origine sociale ou la situation matérielle de leurs parents» (1). Voilà encore un véritable socialiste digne de ce nom. Et effectivement, entre 1956 et 1979, le taux de scolarisation en Belgique est passé de 69% à 95% pour les 14-15 ans. Mais faut-il inscrire ce progrès au palmarès des dirigeants socialistes de l'époque ? Il y a une explication beaucoup plus matérialiste...

Après la Deuxième Guerre mondiale, la Belgique et l'ensemble des pays avancés connaissent un véritable boom économique. On a grand besoin de main d'oeuvre. De plus, la croissance économique est accompagnée - et portée - par de profondes mutations technologiques. L'électronique, l'aviation, les techniques de télécommunication, l'énergie nucléaire demandent une main d'oeuvre qualifiée et des citoyens formés. Il faut donc les former. Voilà la raison déterminante qui fait que l'école est obligée d'ouvrir ses portes aux enfants du peuple.

Les capitalistes ne cachent d'ailleurs pas la nature «intéressée» de l'ouverture de l'enseignement durant ces années. Explication par la Kredietbank : «Au début des années soixante, comme les gains de productivité semblaient étroitement associés au niveau de scolarisation de la population, l'enseignement a été regardé comme un investissement permettant aux pouvoirs publics de favoriser l'expansion économique» (2).

Années 80 : le PS au balcon

Les conditions économiques exceptionnellement favorables, qui avaient favorisé la percée démocratique dans l'enseignement, cessent brutalement d'exister au milieu des années 70. Une crise de surproduction éclate, frappant l'ensemble des pays capitalistes. Il n'est plus question de de rationalisation et de fermeture d'entreprises. Le patronat revendique et obtient l'aide de l'Etat. La «boule de neige» de la dette publique commence à tourner. En quinze ans, elle va se multiplier par dix. Dès 1978 et jusqu'en 1989, l'assainissement des finances publiques et lui seul, détermine la politique scolaire. A lui seul, le

plan «Val Duchesse» de 1986 représente une économie de 19,8 milliards, sur un budget enseignement de 280 milliards. Les enseignants manifestent à Bruxelles. Le PS est dans l'opposition. Mais depuis leur balcon, les dirigeants socialistes assistent sans broncher à la mise à mort d'un enseignement dont ils avaient pourtant été les sages-femmes. «Val Duchesse, en 1986, était un premier pas qu'il fallait poursuivre» déclare aujourd'hui Jean-Marie Léonard, député PS (3).

En avant vers le XIXème siècle

Durant les années 80, nos ministres parlaient d'un «mauvais moment à passer». Ils nous expliquaient que grâce aux efforts, des seuls travailleurs d'ailleurs, nous verrions bientôt «le bout du tunnel». Mais quand arrivent les années 90, la situation budgétaire des Etats européens ne s'est guère améliorée. Plus personne ne croit à la sortie du tunnel ni au retour d'une longue et forte croissance. Il s'agit désormais de réaliser des économies, structurelles et à long terme cette fois, y compris dans l'enseignement. En même temps, la bataille concurrentielle est exacerbée par une crise de longue durée. Et la technologie est une arme importante dans cette bataille.

Le patronat exige une main d'oeuvre de «top niveau» à tous les échelons de la production. C'en est fini de la formation générale, toute l'éducation doit être conçue en fonction des entreprises. L'IRDAC (4) propose dès lors «d'adapter davantage les programmes scolaires et universitaires aux besoins anticipés du marché, de développer la formation à l'ouverture



Aujourd'hui, les jeunes s'en prennent au PS et à sa politique scolaire. Mais quel rôle ont joué les dirigeants socialistes des générations précédentes ? Notre article l'examine.

sociale et à l'esprit d'entreprise» (5).

L'entreprise a besoin de personnel flexible ? Pas de problème pour les dirigeants socialistes : «Dans un monde en pleine évolution, où l'on ne peut dire quelle sera la physionomie du marché de l'emploi, il importe d'avoir une bonne formation, mais aussi une formation polyvalente. Plus personne n'est assuré de conserver un même et unique travail, d'exercer une seule profession tout au long d'une vie. Raison pour laquelle l'accent devra être mis sur la souplesse, sur l'adaptation permanente, clé de la réussite pour le futur» (6).

L'enseignement pour le peuple coûte trop cher ? Pas de problème pour les dirigeants socialistes : «Il n'est nullement démocratique comme on l'affirme parfois, de permettre à quelqu'un d'entreprendre des études qu'il n'a manifestement aucune chance de

réussir, de par l'insuffisance de ses capacités naturelles ou de sa formation antérieure. C'est au contraire du temps perdu, des frais importants et un manque à gagner d'autant plus lourd à supporter que le budget familial est modeste» (7).

Le clergé le plus réactionnaire du XIXème siècle n'avait pas osé l'exprimer aussi crûment. Que les enfants de familles modestes s'abstiennent donc d'aller à l'école : ils n'en ont pas les capacités naturelles et ce serait bien trop lourd pour leur modeste budget.

Une politique néo-libérale : la fin des illusions

«La classe bourgeoise n'a pas le moyen, ni l'envie d'offrir au peuple une éducation véritable» avait dit Karl Marx. Dans le capitalisme,

l'enseignement est nécessairement au service de la classe dominante. Le capitalisme développe l'enseignement uniquement en fonction de ses besoins dans la course au profit.

Dans les années 60, l'enseignement s'était démocratisé. Non parce que la direction du PS de l'époque se battait encore pour les intérêts des travailleurs. Mais pour subvenir aux besoins des entreprises suite au boom économique provoqué par la reconstruction après la guerre et par l'exploitation du Congo. Collard et la direction du PS de l'époque ont accompagné ces besoins. Aujourd'hui, le PS défend une politique néo-libérale parce que les intérêts économiques du grand capital le dictent ainsi.

En fait, le souci des dirigeants du Parti Socialiste, même ceux des années cinquante et soixante, a été de se porter au secours du patronat. Il ne peut en être autrement dans une société capitaliste. Un Parti Socialiste n'est toléré dans un gouvernement que dans la mesure où il se montre capable de mettre en oeuvre la politique du capital.

Réformer l'école pour une meilleure société?

Au milieu des années cinquante, le ministre de l'Éducation Léo Collard avait visité l'URSS. Il en revint vivement impressionné par les réalisations de l'école soviétique. A l'institut Solvay (ULB), il fit en 1956 un exposé enthousiaste sur les qualités de ce cycle d'enseignement identique pour tous les jeunes de 7 à 17 ans : «C'est une réforme considérable» (8). Mais en URSS, ce n'est pas une réforme de l'enseignement qui a rendu possible l'enseignement pour le peuple. Ce n'est

pas non plus ce qu'Ecolo propose : «Le système éducatif doit conduire à une société plus démocratique et plus participative» (9). Sous la direction du Parti communiste, le peuple y avait chassé les exploités et pris le pouvoir. Les dirigeants du PS ont toujours combattu le pouvoir soviétique et ceux qui voulaient faire de même chez nous.

Certes, il y a eu et il y a dans le PS beaucoup de militants voulant combattre les injustices du capitalisme, voulant des réformes en faveur des travailleurs. Mais il

faut se rendre à l'évidence. La pratique nous le montre aujourd'hui encore : il est illusoire d'espérer qu'en réformant le système capitaliste, un enseignement pour le peuple - et d'une façon plus générale, le socialisme - est possible. Briser avec le PS, c'est briser avec l'illusion que sous le capitalisme, il serait possible de réaliser le socialisme. Les véritables socialistes trouveront seulement dans le PTB l'outil pour réaliser les idéaux pour lesquels ils se sont battus jusqu'ici.

(1) cité par Anne Van Haecht. «L'enseignement rénové, de l'origine à l'éclipse», éd. ULB, p. 172. (2) Kredietbank, Bulletin hebdomadaire, mars 1984, n° 10, p. 1. (3) Le Soir, 11.03.96. (4) L'IRDAC est un organe de consultation instauré au sein de la Commission Européenne. (5) Le Soir, 27.05.94. (6) Options socialistes en matière d'enseignement, p. 9. (7) Enseignement : les chantiers sont ouverts, revue Socialisme, 1/95, p. 46. (8) «Le régime soviétique et ses institutions», ULB, novembre 1956 - mars 1957, p. 152-157. (9) Agora P, p. 23

La solidarité dans la misère : une piste dangereuse

Du plan Miller au socialisme éthique

José Damilot (CGSP) a mis fin à la mobilisation des cheminots contre le plan Schouppe. Le projet Miller (CEMNL-CSC) vise aussi à faire capoter la formidable grève des enseignants contre le plan Onkelinx. Il s'agit, à deux reprises, d'une diminution salariale en échange d'une légère diminution des licenciements.

Jo Cottenier

L'idée fait son chemin partout, mais bute aussi sur de fortes résistances. Le contrat d'avenir est basé sur le même troc : modération et diminution salariale en échange d'emplois. Jean-Marie Ansciaux, de la CGSP-enseignants, rejette catégoriquement cet "autofinancement" des emplois. La lutte se poursuit toujours parce qu'une grande partie de la base des enseignants, aussi bien à la CSC qu'à la FGTEB, partage cet avis. De même, les sidérurgistes de Cockerill-Sambre ont rejeté par référendum, une proposition de diminution salariale en échange de l'embauche de 51 temporaires. Ces poches de résistance sont attaquées de front par tous les partis réunis : elles sont accusées d'égoïsme, de manque de solidarité et d'irréalisme. Malheureusement, de plus en plus de dirigeants syndicaux se prêtent au même dénigrement, indigne de syndicalistes.

PS et SP prêchent la solidarité dans la misère

A la fin des années 70, Jef Houthuys fut le premier à découvrir les vertus de la crise. «En temps de crise, les valeurs fondamentales (chrétiennes) refont surface : la priorité de la personne et de la famille, la solidarité entre les travailleurs, le sens des responsabilités.» Il parlait déjà à l'époque de la nécessité de sacrifices volontairement consentis. La "solidarité" et le "sens des responsabilités" ne visait qu'une chose : que les travailleurs "riches" acceptent des sacrifices pour laisser une place aux exclus, aux sans-emploi, aux plus mal lotis. Dans les partis chrétiens, cette "solidarité dans la misère" est depuis longtemps en vogue. Elle a toujours servi à faire porter les charges des crises capitalistes par les travailleurs. Elle exprime le refus de s'attaquer aux vrais riches, aux patrons et au grand capital, le souci de protéger



Ceux qui avancent des revendications radicales contre les patrons, les banques, les riches (comme ici lors de la lutte contre le Plan global en 1993) sont attaqués par le SP et le PS. Ils manqueraient de solidarité !

le système de profit. La campagne actuelle vise le même but. Seule nouveauté : les champions de la solidarité dans la misère sont aujourd'hui les partis socialistes. Sous leur pression, les dirigeants syndicaux des cheminots ont accepté une perte de 1,65 % du salaire en plus de 7.500 pertes d'emplois. Les interventions fort remarquées des dirigeants FGTEB Fostier et Gayetot contre le corporatisme des enseignants, sont des signes incontestables que le PS trouve aussi des défenseurs de ce concept à la tête du syndicat.

Le socialisme éthique de De Man revient

Il s'agit bel et bien d'un nouveau revirement à droite dans les partis socialistes. Le SP et le PS ont besoin d'une doctrine qui permette de couvrir leurs actes réactionnaires de destruction sociale au gouvernement. C'est ce qu'ils trouvent dans le retour en force du "socialisme de valeurs" qui fut déjà leur marchandise au cours des années 30 sous Henri De Man. De Man a "libéré" le parti socialiste de ce qui lui restait de camouflage "marxiste" pour prêcher un socialisme éthique, inspiré de normes et de valeurs "au-dessus des classes". Finie la lutte de classes, le socialisme serait l'issue d'une révolution morale. Ce qui d'emblée le situa dans le sillage de la philosophie fasciste, pour qui également la révolution morale devait supplanter le matérialisme

marxiste et la lutte de classe. Exagéré ? Dans les années 30, le parti socialiste tout entier se laissa mener aveuglement jusqu'au moment où son président Henri De Man a accueilli l'occupation nazie comme une "délivrance" et a dissous le parti. Aujourd'hui, des courants de pensées identiques se développent dans les deux partis socialistes du pays. En Flandre, Marc Elchardus, professeur à l'Université néerlandophone de Bruxelles (VUB) s'est révélé un nouvel idéologue demaniste. Il inspire la carrière politique de Tobback, Vande Lanotte et autres. Sa thèse principale : si le parti socialiste veut reprendre les

voix qu'il perd au Vlaams Blok, il doit épouser les "valeurs traditionnelles et populaires" du Blok : nationalisme, sécurité, famille, ordre public et civisme. Dans ce cadre, le plaidoyer pour une redistribution solidaire, pour la solidarité dans la misère, tient une place de choix. Elchardus a "découvert" un autre clivage plus important dans la société que le clivage de classes. Il est déterminé par l'attitude envers l'individualisme et le gain matériel. Il y a ceux qui veulent une société solidaire, qui sont prêts à partager, d'une part, et ceux qui s'accrochent à leurs avantages, leurs privilèges, d'autre part. De là à traiter tous ceux qui

refusent la "solidarité dans la misère" comme égoïstes et irresponsables, il n'y a qu'un pas.

Pour les moralistes du PS, la contradiction principale n'est plus celle entre la classe capitaliste, qui profite de la crise, et la classe ouvrière qui en porte toute la charge. Elle opposerait, à l'intérieur de la classe ouvrière, ceux qui s'accrochent à leurs acquis et ceux qui veulent partager. Le socialisme éthique, c'est l'éloge de ceux qui veulent sacrifier une partie de leur salaire pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas. C'est l'éloge de ceux qui veulent sacrifier les acquis sociaux pour prétendument sauver l'essentiel, qui sont prêts à appliquer une politique sociale plus "sélective" réservée à ceux qui en ont vraiment besoin. Bref, ceux qui approuvent la politique gouvernementale. Ainsi Tobback, avec son culot ordinaire, a fait savoir qu'il n'avait pas besoin d'allocations familiales. Quitte à les supprimer pour des centaines de milliers de travailleurs au nom du civisme. Cette solidarité dans la misère est la recette miracle qui permet de s'attaquer à l'index, à la Sécurité sociale, au statut des fonctionnaires.

Cette voie extrêmement néfaste ne mène pas seulement à la destruction systématique des acquis sociaux et démocratiques. Elle paralyse la classe ouvrière avec une idéologie de collaboration de classe et fait ainsi la besogne du fascisme.

L'AIRE : maintien des salaires et refinancement

L'Association Inter-Réseaux des Enseignants (AIRE) regroupe une soixantaine d'écoles de la région bruxelloise. Elle a déjà mené plusieurs actions, dont une devant les portes du CEMNL. Elle écrit : «L'AIRE dénonce la nouvelle proposition, sans précédent dans la fonction publique, de révision des barèmes à la baisse, attaque définitive contre les salaires déjà peu élevés (inférieurs de 20 % à la moyenne OCDE). Provocation monstrueuse, après celle déjà

scandaleuse de la prétendue modération salariale (c'est-à-dire une réduction salariale par saut d'index). De surcroît, le prétexte fallacieux d'une baisse salariale équivaut au rachat par les enseignants eux-mêmes des emplois perdus (particulièrement ceux des jeunes). L'AIRE rappelle, face à ces propositions, que seuls l'abrogation des décrets et un refinancement correct permettront de dénouer la crise actuelle.»

Un enseignant décide d'adhérer au PTB. Vous aussi ?

Pierre : «Le parti m'a fait saisir l'enjeu global du conflit»

Pierre — appelons-le ainsi — est un jeune prof temporaire dans une école catholique. Très actif, depuis le début du mouvement, il participe sans relâche aux manifs, aux réunions organisées par divers groupes de profs, etc. Aujourd'hui, il accepte de participer à une cellule de grève du PTB. Nous lui avons demandé ce qui avait motivé cette décision.

Jeannine Tips

Pierre. J'ai accepté de participer à une cellule de grève du PTB parce que je connais le parti et que je l'apprécie depuis quelques années. Je ne savais pas ce qu'était une cellule de grève, mais je me suis dit que je pouvais être utile au parti et qu'en retour il pouvait m'apporter quelque chose.

Que t'apporte le parti dans cette lutte ?

Pierre. Les analyses de Solidaire, mais aussi les discussions au sein de la cellule ou avec des militants, me sont d'une grande utilité. Tout d'abord, elles me permettent d'affiner mes propres positions. Prenons l'exemple de la modération salariale. J'y étais opposé dès le début parce que j'estime que ce n'est pas aux enseignants de financer l'emploi. Mais je n'avais pas compris à quel point les autres travailleurs craignent notre capitulation sur ce point. Si nous acceptons, nous risquons de créer un précédent. Cet argument vient du parti. J'ai pu le développer auprès de mes collègues et il a eu au moins autant de poids que le premier. Le parti me permet également de mieux saisir l'enjeu global du conflit : l'attaque n'est pas seulement budgétaire mais idéologique. C'est le principe d'un enseignement démocratique que

l'on veut démolir. Sans s'en rendre compte, les enseignants sont en train de mener une lutte des classes. C'est très important pour moi de le comprendre car cela me donne une volonté beaucoup plus grande que si je pensais mener un combat corporatiste.

Mais l'apport principal du parti est sans doute le fait que je ne me sens pas seul. Le parti et ses militants combattifs constituent un excellent rempart contre le fatalisme.

As-tu l'impression d'apporter quelque chose au parti ?

Pierre. Dans un groupe, chaque élément est utile. On m'a par exemple demandé de participer à la réalisation d'un tract destiné aux ouvriers. Je l'ai fait avec plaisir. Par ailleurs, chaque fois que c'est possible, je discute avec des collègues. J'ai ainsi pu en convaincre un de participer à la cellule de grève. Il est très motivé par le mouvement. Je lui parle du parti depuis quelques temps et je pense que ses yeux se sont ouverts sur certains aspects de notre société. Il a aussi souscrit un abonnement à Solidaire. D'autres collègues sont maintenant convaincus de l'importance d'élargir la lutte. Nous avons ainsi décidé de rencontrer une délégation d'usine.

Comptes-tu te rapprocher davantage du parti ?



«Le parti et ses militants combattifs constituent un excellent rempart contre le fatalisme», explique Pierre. Un exemple : lors de la manifestation du 28 février, Riet Dhont du PTB (avec micro) anime, avec chansons, slogans et pancartes, un groupe de jeunes et d'enseignants.

Pierre. Je pense en effet entamer prochainement un cycle de formation.

Pourquoi te décides-tu maintenant ?

Pierre. J'ai découvert le parti il y a quelques années. Ses positions sont tellement éloignées de ce qu'on entend d'habitude qu'il m'a fallu du temps pour m'en sentir vraiment proche. Au début, je considérais ses membres comme des idéalistes. Ils dénoncent des choses à juste titre, mais il est impossible de les changer vraiment sans passer par une société pire encore. L'attitude déterminée et conséquente du parti face à l'extrême droite et au racisme (je pense à Objectif) m'a fait évoluer

d'un intérêt purement intellectuel à une sympathie de plus en plus grande.

«Le capitalisme n'a d'autre issue que de s'attaquer aux acquis»

Pierre. Je suis alors passé par une phase de doute : l'admiration pour le courage des militants et la justesse de certaines analyses se mêlaient à un scepticisme envers des positions radicales. Nous sommes tous imprégnés d'anticommunisme dans nos sociétés occidentales et les échecs à l'Est ne font que renforcer cette vision négative. Progressivement, j'ai découvert que la propagande était présente

dans nos pays comme dans les autres systèmes, mais plus raffinée, donc plus insidieuse. J'ai compris que le bien-être des populations occidentales avait été acquis sur le dos des peuples du tiers monde et non grâce à la prétendue "supériorité du capitalisme". J'ai compris également que devant la crise qu'il a lui-même engendrée, le capitalisme n'a d'autre issue que de s'attaquer aux acquis comme l'école pour tous. Maintenant, je pense que pour être plus fort et mieux organisé, je dois améliorer ma formation marxiste. Les enseignants, membres du parti auront, à mon avis, un rôle très important à jouer dans les années à venir, car les attaques contre l'enseignement ne sont pas prêtes de s'arrêter !

Julien : «Avec le parti, je peux mieux convaincre»

Un délégué étudiant de l'AGEB (coordination de Bruxelles) adhère au PTB

Gilles Martin

Qu'est-ce qui t'as poussé à vouloir devenir membre du PTB ?

Julien. Les idées du PTB me plaisaient. Pendant le mouvement, j'ai eu envie de m'engager plus, de militer avec le parti et faire un pas en avant dans l'engagement. Le parti m'aide à former mes opinions et à agir.

Moralement, c'est aussi important. Avant je défendais déjà les idées du communisme, du marxisme, mais ce n'était pas très clair. Je n'avais pas les moyens d'agir en accord avec mes idées. J'étais déprimé. Maintenant rentrer dans l'organisation qui va m'aider à concrétiser mes idées, à être plus efficace, à structurer mes actions sera un

progrès incontestable ! Fini les conversations floues avec les amis. Maintenant, grâce aux formations que je reçois au parti, je peux mieux convaincre.

Qu'est-ce que cela apporte à ta tâche de délégué ?

Julien. Mon travail est vraiment facilité. Je reçois d'abord un support matériel. Toute l'infrastructure du parti est à mon service : photocopieuse, possibilité de faire des calicots, etc..

Ensuite, et c'est important, il y a au PTB, une orientation politique qui m'aide. J'arrive à mieux toucher les jeunes en parlant de la misère qu'engendre le capitalisme. L'analyse du parti m'aide surtout à voir plus clair dans les mesures dans l'enseignement. Tout ce que j'ai fait

aurait été impossible si j'avais été seul. Le fait qu'il existait déjà un groupe de Rebelle dans mon lycée a aussi joué un rôle considérable.

Tu dis que les jeunes luttent aussi contre un problème de société...

Julien. Les mesures ne se limitent pas à l'enseignement. L'ensemble des travailleurs sont touchés par la pauvreté. Le chômage fait des dégâts inquiétants. Les jeunes le sentent, ils ne trouvent pas de perspectives sous ce système.

Avec le parti, j'ai pu élargir sa vision des choses. Le PTB m'a fait découvrir d'autres luttes. Par exemple, celle des travailleurs des Forges de Clabecq. Chaque pas réalisé avec Rebelle vers la classe ouvrière m'a ouvert les yeux. Solidaire m'a aussi aidé. Grâce à

lui, j'apprends qu'il a des luttes partout. Le journal n'hésite pas à désigner le point commun de toutes ces luttes : le capitalisme en crise et l'austérité qu'il nous impose.

Que t'a apporté la rencontre avec la classe ouvrière ?

Julien. Avec le parti, j'ai rencontré des délégués d'usine. Avant, j'avais une vision théorique des problèmes de la classe ouvrière. Ces rencontres m'ont donné une vue pratique. Elles m'ont énormément enthousiasmé et ont contribué à renforcer mes convictions. Le mouvement étudiant peut vraiment apprendre de la classe ouvrière. Voir et comprendre le système d'exploitation en Belgique, c'est comprendre qui dirige et

qui fait les bénéfiques. Les étudiants peuvent alors comprendre où est le noeud du problème. Le PTB m'a aussi donné des perspectives politiques. Sur le refinancement de l'enseignement par exemple. L'analyse du PTB montre clairement qu'il y a de l'argent en Belgique. Et qu'on peut faire quelque chose. Ce sont des perspectives pour le mouvement. J'ai aussi appris ce qu'était la démocratie en Belgique. On dit que c'est la démocratie pour tous ; dans les faits, ce n'est pas du tout le cas. Rappelons-nous des charges de flics alors qu'Onkelinx faisait voter le décret. Avec le parti - et rien qu'avec lui - nous serons capable de montrer la nature réelle de l'Etat à un maximum d'étudiants.

Pourquoi les ouvriers doivent-ils soutenir la lutte des enseignants ?

Les déclarations anti-enseignants de Fostier, Piette et Cie inspirées par le PS et le PSC

Les travailleurs constatent un grand changement chez leurs enfants : à l'école, le problème principal n'est plus l'affrontement élèves - direction. Ils sont alliés pour réclamer le refinancement de l'enseignement par les super-riches. La classe ouvrière a un rôle fondamental à jouer dans cette lutte.

Jean Michaux

Les ouvriers produisent les richesses pour le plus grand profit des capitalistes. Sans les premiers, les pays industrialisés seraient misérables et les seconds ne seraient plus rien. La classe ouvrière détient les clés de l'avenir. Elle augmente sa force de frappe lorsqu'elle se rallie - et éduque à la lutte de classes - les autres groupes de travailleurs, les jeunes, les intellectuels... N'est-ce pas l'alliance entre les ouvriers et les pilotes de la Sabena qui a contraint l'arrogant patron Godfroid à démissionner? Nous allons voir comment et pourquoi certains dirigeants syndicaux veulent à tout prix empêcher que la classe ouvrière fasse de la lutte dans les écoles son propre combat.

Les enseignants veulent-ils plumer les ouvriers et la Sécu?

Jacques Fostier, secrétaire général de la FGTB wallonne et membre du Bureau du PS, déclare: «L'enseignement a été sérieusement financé depuis plusieurs années. Partout, on fait des économies: dans la santé, à la RTBF, à la SNCB, dans les usines, dans la Sécu...» Va-t-on prendre l'argent, au niveau fédéral, dans la Sécu, donc les pensions, les allocations de chômage, les soins de santé ou les allocations familiales? Ou, au niveau régional, dans la politique du logement, dans le budget des CPAS ou dans celui des aides à l'investissement?»(1)

Dans La Libre Belgique - le journal catholique, qui a excité les catholiques dans la très coûteuse lutte scolaire des années 50 - Jean Gayetot, le prédécesseur de Fostier, qualifie le mouvement de «dérive dangereuse et sans issue, une action de grève désordonnée, anarchique et sans finalité»(2). Sans finalité? Parce que les enseignants exigent que les fortunes et les bénéfices des entreprises paient?

Par contre, Anne-Marie Appelmans, secrétaire de la FGTB



Les travailleurs de Clabecq montrent la voie en s'associant aux profs en lutte (photo : manif antiraciste d'Objectif Egalité).

bruxelloise, soutient les enseignants: «Le refinancement de l'école serait possible si la Belgique levait un impôt sur la fortune»(1). Et la délégation FGTB de VW Forest ajoute: «un impôt sur le grand capital et une taxation réelle des bénéfices des entreprises»(3). On est ici en présence de deux positions de classe opposées: Fostier et Gayetot visent à exciter les travailleurs en prétendant que les enseignants veulent les plumer. Ils craignent l'autre position car celle-ci réclame que la classe ouvrière amplifie la lutte de l'école pour en faire pleinement une lutte contre le grand capital.

Josly Piette, secrétaire général de la CSC et proche du PSC de Philippe Maystadt, a tenu des propos similaires à ceux de Fostier en ajoutant: «Demander des moyens supplémentaires au gouvernement fédéral, c'est ouvrir la boîte de Pandore de la communautarisation de la Sécurité sociale et donc risquer une réduction de la protection sociale en Wallonie et à Bruxelles»(4). Mais qui croit qu'il sera possible d'éviter la bataille pour la Sécu en capitulant dans celle pour le refinancement de l'enseignement? C'est l'ensemble de la bourgeoisie belge - néerlandophone et francophone - qui réclame le démantèlement de la Sécu. Les travailleurs néerlandophones n'ont rien à gagner à une scission de la Sécu. Cela signifierait une accélération de son démantèlement au Nord comme au Sud du pays. La bataille pour la Sécu est tout aussi nécessaire que la lutte pour le refinancement de l'enseignement et devra être commune à tous les travailleurs du pays. Apparemment, cette tâche

n'est pas à l'agenda du n° 2 de la CSC.

La Fédération CSC de Nivelles a répondu à Piette en l'accusant de «casser un mouvement social» et en répétant son soutien interprofessionnel aux enseignants (5). Pour le PS et le PSC, la lutte des écoles doit cesser au plus tôt. Surtout maintenant que le pacte d'avenir pour l'emploi est sur ses rails. Pas plus que les enseignants, les ouvriers n'acceptent de nouvelles pertes salariales, de nouveaux cadeaux aux patrons, des emplois au rabais, l'interdiction de la baisse du temps de travail sans perte de salaire, etc.... sous prétexte de sauver l'emploi. PS et PSC veulent éviter la révolte générale de la classe ouvrière. Donc, ils s'appuient sur leurs relais dans les syndicats et tentent d'intimider les autres syndicalistes.

Des syndicalistes sous influence PS et PSC

A l'opposé du PS qui veut diviser classe ouvrière et enseignants, le PTB part de la position exprimée par Lénine: «La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tout abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, *quelles que soient les classes* qui en sont victimes; à réagir justement du point de vue révolutionnaire, et non de quelque autre point de vue»(6). C'est ainsi que la classe ouvrière dirigera le combat politique contre la bourgeoisie. D'autre part, les ouvriers peuvent apprendre de la lutte des jeunes et des profs. Les enseignants sont à la

pointe de la lutte contre le carcan budgétaire. Les enseignants et les étudiants, par leurs coordinations à la base, dynamisent le combat syndical. En plus, dans leur lutte, les enseignants et les étudiants réclament une autre société, où les enfants des travailleurs peuvent enfin s'épanouir, sans chômage, sans course au profit, à la compétitivité et à la compétition. Par exemple des enseignants du collège Saint-Barthélémy à Liège écrivent: «Instruits par les échecs de nos actions passées, nous

refusons désormais que notre lutte discréditée soit celle d'un corporatisme étroit et sans autre objectif que notre propre survie professionnelle. C'est pour une remise en cause plus profonde de notre société que nous nous battons (...) Nous refusons de voir nos amis de la SNCB, de la Sabena, de la Poste, de l'Ecole ou d'autres secteurs rejoindre la liste des exclus...»

1. Le Soir 24 mars. 2. La Libre Belgique 17 mars. 3. Le Soir 6 avril. 4. Info-CSC 15.03.96. 5. Info-CSC 22 mars. 6. Lénine, Oeuvres, V, p.421.

Que faire ?

1. Dans les entreprises, inviter des délégations d'enseignants et de jeunes pour apprendre les uns des autres et s'entraider dans les luttes. Soutenir inconditionnellement les prochains jours de grève.

La lutte des écoles est la même que la lutte pour le rejet du pacte d'avenir pour l'emploi: refus de faire payer les diminutions de pertes d'emploi par des sacrifices salariaux. Exiger de nouvelles embauches payées par les bénéfices des entreprises et les grosses fortunes.

2. Les motions des Forges de Clabecq et de VW sont des exemples à imiter et généraliser dans toutes les entreprises.

3. Participer aux manifestations d'enseignants comme les Forges de Clabecq l'ont déjà fait avec des pancartes et calicots.

4. Dans toutes les assemblées syndicales, réclamer des motions de solidarité avec les en-

seignants et les étudiants. Combattre les ingérences PS et PSC dans les syndicats singulièrement exprimées dans les déclarations anti-enseignants de Jacques Fostier, Jean Gayetot, Josly Piette ou François Cammarata. Pour cela, réclamer de suivre les exemples de la régionale FGTB de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de la Fédération CSC du Brabant wallon qui soutiennent la lutte des enseignants et appellent à participer à leurs manifestations.

5. Entretenir la solidarité ouvrière avec les enseignants des écoles où nous avons nos enfants. Les soutenir franchement dans leurs revendications et les aider à voir la société du point de vue de la classe ouvrière.

6. Venir au 1er mai PTB pour affirmer la solidarité de classe et choisir en connaissance de cause entre PS, Ecolo et PTB.

La gendarmerie perquisitionne chez des ouvriers de Boël

Colère des travailleurs : «Demain, ils peuvent venir avec un flingue !»

Quatre travailleurs de Boël ont été interpellés par la BSR sur leur lieu de travail le 2 avril. On leur reproche des vols d'outillage. Les gendarmes ont mené des perquisitions tapageuses à leur domicile, en intimidant les femmes et les enfants. Le dossier a finalement été classé sans suite : la BSR n'a rien trouvé.

Thérèse Michels

«Nous n'allons pas en rester là, déclare Roger Leclercq, président de la délégation FGTB. Nos affiliés ont subi un grave préjudice. Nous avons pris le conseil d'un avocat qui va réclamer l'accès au dossier. Par la suite, nous entamerons une procédure à l'encontre du dénonciateur.» Une assemblée s'est tenue devant les locaux de la surveillance. Les ouvriers étaient en colère : ils ont mis à sac les locaux de la surveillance et bouté le feu aux dossiers... Devant cinq cents ouvriers, la délégation FGTB explique la situation. La grève est décrétée jusqu'à la fin de la pause.

Service de sécurité en cause

La direction de Boël affirme n'être pour rien dans l'enquête de la BSR. La délégation en a pris acte, mais dénonce la politique répressive du service de sécurité. Celui-ci ne peut agir sans l'aval de la direction. Une note de service du 22 mars 1996, adressée aux «brigadiers, gardes et concierges», détaille «les mesures d'urgence à prendre en cas de vol : 1. isoler l'auteur des faits 2. appeler le responsable 3. saisir la marchandise 4. empêcher tout contact avec un tiers 5. remplir la déclaration et la faire

signer par l'intéressé 6. Si l'auteur des faits est un membre du personnel, lui proposer qu'il prévienne son délégué.» Pour Roger Leclercq, cette note est inacceptable : «On met le travailleur en quarantaine, et seulement lorsqu'il a avoué et signé, il peut faire appel à un délégué. C'est contraire à la procédure prévue par la convention collective, en matière de sanctions.»

L'attitude des agents de sécurité dépasse les bornes. Lorsque la délégation syndicale a demandé à la direction de renforcer la surveillance des parkings à la suite de vols dans les voitures, les gardes ont fouillé les voitures des travailleurs !

Quel lien entre la politique répressive de la direction et les perquisitions ?

Il y a des vols d'outillage dans l'usine. C'est un fait. Mais de quelle ampleur ? Comme l'a très bien dit un ouvrier, «ce n'est pas dans une mallette qu'on peut cacher des outils. Il faut un camion pour sortir certains outils. Et si un ouvrier a volé un marteau, qu'est-ce que cela peut coûter à Boël ?»

Roger Leclercq estime qu'on vise l'organisation syndicale. Parmi les



La direction de Boël prétend des vols d'outils pour intimider les travailleurs. «Durant les dix semaines de grève (photo), il y a eu moins de vols qu'en d'autres temps», rétorquent les travailleurs, bien décidés à réagir contre la répression.

quatre ouvriers perquisitionnés, figurait un délégué suppléant du Conseil d'entreprise. «Nous ne voulons pas rentrer dans la logique de la direction. Celle-ci voudrait se passer de la convention collective qui l'oblige à embaucher les intérimaires. Elle prépare des restructurations. En plus, au niveau national, les réunions tripartites — gouvernement, patrons, syndicats — ne préparent rien de bon. S'agit-il de la part de la direction d'une répression préventive ? Avec l'objectif d'intimider les travailleurs ?»

Après l'assemblée, des ouvriers expliquent : «On devait réagir. Soit la direction est derrière la plainte, soit elle donne les pleins pouvoirs au service de garde. Dans tous les cas, si on laisse faire,

demain ils peuvent venir nous fouiller avec un flingue. Nous avons montré que nous ne sommes pas prêts à nous laisser faire. Des vols, il y en a toujours eu à Boël et ailleurs. Pourtant, durant les dix semaines de grève, il y a eu moins de vols qu'en d'autres temps. En réalité, les ouvriers de Boël aiment leur travail, mais ils veulent leur dignité !»

La véritable question : qui vole qui ?

On parle beaucoup des «vols commis par les ouvriers». Mais les vols des patrons ? Lorsque Boël a diminué les salaires des ouvriers de 3 % au terme de la grève du début 1994, n'était-ce pas un vol ? En

deux ans, pour l'ensemble des ouvriers, cela représente combien de millions ? Et quand Boël a envoyé plus de 300 ouvriers à la prépension, n'était-ce pas un vol sur leurs revenus ?

La famille Boël a pu se construire une fortune et devenir actionnaire dans vingt des plus grandes sociétés de Belgique. N'est-ce pas en exploitant le travail et la sueur des ouvriers de Boël durant plus d'un siècle ? Ce vol se chiffre à des milliards. Boël ne mérite qu'une chose, comme tous les autres grands patrons : être exproprié par la classe ouvrière. Ce jour-là, nous serons proches du socialisme. Toutes les richesses produites par les travailleurs, doivent appartenir à la classe ouvrière et non à quelques «criminels en col blanc».

Rendez-vous mercredi à Bruxelles

A la fête annuelle du 1er Mai du Parti du Travail de Belgique

Riet Dhont

La fête annuelle du PTB, c'est mercredi prochain, le Premier Mai. Cette année, la fête s'intitule «Le capitalisme, c'est la misère, vive le socialisme !» Voici le résumé du programme.

URSS, Moyen-Orient, Rwanda, tiers monde, privatisations, enseignement...

• Débats de 11 à 13h
Situation en ex-Union soviétique, «paix» au Moyen-Orient, luttes de libération du tiers monde.

• Forums-témoignages de 14 à 18h
Lutte dans l'enseignement, contre les privatisations des services

publics, ouverture des frontières et politique répressive du gouvernement, Rwanda et justice.

Festival Hip Hop

• Festival Hip Hop de 14 à 16h
Rap contre le racisme et le fascisme.

• Collecte de sang pour le peuple libanais, de 10 à 14h, en collaboration avec la Croix Rouge, sur le terrain de la fête.

• Acrobaties chinoises de 16 à 18h.
• Cirque de Paris de 19 à 22h.

• Cité Internationale avec musique bolivienne, guinéenne et des Caraïbes

• Place Karl Marx : rencontre avec le Parti, podium musical et

chansons populaires.

Les jeunes au meeting central

• Meeting central :
- messages du monde entier
- messages des usines
- jeunes en luttes pour leur avenir et une nouvelle société
- Sam Touzani
- Anne Marie Loop
- Mansour Seck
- discours de Ludo Martens, président du Parti du Travail de Belgique.

Carte de prévente : 100 F (disponible dans tous les secrétariats du PTB, adresses en p.23). Entrée : 450 F (avec carte de prévente seulement 250 F). Jeunes, chômeurs, pensionnés : 350 F (avec

carte de prévente 150 F).

La carte de prévente vous permet de participer gratuitement à la tombola du 1er mai :

1er prix : voyage en Chine, organisé par Contact en Cultures
2ème prix : voyage de 4 jours à Londres, en Eurostar, organisé par l'agence Joker
3ème prix : voyage surprise
4ème prix : colis de livres offert par les éditions EPO
5ème prix : colis de livres offert par la librairie De Groene Waterman d'Anvers
6ème prix : colis de livres offert par la Librairie Internationale de Bruxelles
7ème prix : colis de CD (Cécile Kayirebwa, Mansour Seck) offert par l'association culturelle PACT
8ème, 9ème et 10ème prix : colis «musicaux» offerts par des firmes de disques...

1er Mai dès 11h, aux auditoires de la VUB (Vrije Universiteit Brussel), Boulevard de la Plaine, 1050 Bruxelles (métro Delta).



La condamnation de Maaïke Seghers est inacceptable

Une mobilisation syndicale nationale pour son acquittement est nécessaire

Le tribunal correctionnel de Bruxelles a condamné Maaïke Seghers, déléguée CSC à la Sabena durant des années, à six mois avec un sursis de trois ans. Un verdict scandaleux et inacceptable qui criminalise les syndicalistes de combat.

Gertrude Bongaerts

La condamnation pour "vol avec violence" rend impossible tout travail combatif des syndicalistes et des piquets lors des grèves. Un rejet de principe et une large mobilisation nationale de tous les syndicats doit être la réponse. Maaïke Seghers et l'ouvrier de la Sabena condamné avec elle doivent être acquittés.

Le 26 novembre 1993, lorsque tout le pays était en grève contre le Plan global, des membres de la direction de la Sabena sont venus filmer



Sur les marches du Palais de Justice à Bruxelles, des dizaines de syndicalistes de combat ont exigé, à chaque séance du procès, l'acquittement et la réintégration de la déléguée Maaïke Seghers.

le piquet devant le Catering. En colère, les grévistes ont obligé les cadres à remettre la cassette-vidéo. Le tribunal a ignoré les déclarations unanimes en faveur de Maaïke Seghers. Sa condamnation s'est basée sur les déclarations des trois cadres et surtout sur la

déclaration d'un travailleur de la Sabena, déposée un an après les faits (et après une promotion !). Le gouvernement et les patrons ne veulent pas de nouvelles grèves contre l'actuel contrat pour l'avenir. Ils suivent une double stratégie : intégrer le sommet syndical

dans leur politique socio-économique et en même temps intimider et criminaliser des travailleurs et des délégués combatifs. A la Sabena, ils veulent arrêter la lutte exemplaire contre le nouveau plan d'entreprise.

La condamnation scandaleuse des syndicalistes exige une protestation immédiate de tous les syndicats et centrales. La condamnation de militants syndicaux pour des faits de grève est une nouvelle étape de la fascisation. Après les brutales interventions de la police et de la gendarmerie contre les étudiants et les enseignants à Liège et Bruxelles, après l'interpellation — sur ordre du ministre SP Vande Lanotte — de 200 syndicalistes lors de la manifestation de solidarité avec les travailleurs de la Sabena à l'aéroport le 20 décembre 95, après la répression renforcée contre les réfugiés par la loi Vande Lanotte, de plus en plus de

travailleurs constatent que la démocratie belge vaut seulement pour les riches.

Tout doit être mis en oeuvre pour exiger l'acquittement complet et immédiat de Maaïke Seghers. On doit instaurer une protection complète des représentants syndicaux qui rende impossible leur licenciement. Les travailleurs ont choisi leurs représentants et eux seuls peuvent éventuellement les démettre. Les syndicats de la Sabena peuvent refuser toute participation à des négociations futures jusqu'au retrait de la condamnation. Maaïke Seghers doit être réintégrée comme travailleuse et syndicaliste à la Sabena. La direction de Reutlinger et le conseil d'administration dont Huyghebaert (CVP, holding Almani, Kredietbank) et Suinnen (homme de confiance du Parti Socialiste), n'ont pas retiré la plainte introduite du temps du directeur Godfried. Les travailleurs ont plus que jamais besoin de délégués combatifs comme Maaïke Seghers.



1er Mai avec le PTB

Le PTB a invité Maaïke Seghers à prendre la parole dans un **débat sur la lutte contre les privatisations** des services publics (à

14h). Avec des syndicalistes cheminots de Marseille, des militants du secteur des transports de Londres, des syndicalistes d'Ekostahl d'Allemagne, des travailleurs de Belgacom, de la SNCB, des enseignants et de la Sabena. Témoignages d'Inde, d'Afrique du Sud, du Brésil et du Mexique.

Maaïke Seghers prendra aussi la parole lors du meeting central, à partir de 19h

Maaïke Seghers : je vais en appel

Maaïke Seghers. Ma condamnation montre que les patrons veulent davantage limiter les droits syndicaux en faisant juger les conflits sociaux, non plus par les tribunaux du travail, mais par le tribunal correctionnel.

Ils veulent criminaliser le travail syndical combatif. Je suis obligée d'aller en appel contre ma condamnation. Si on laisse fai-

re aujourd'hui, que resterait-il demain du droit d'organiser un piquet, garantie du droit de grève ? Les cadres pourraient-ils filmer les grévistes pour prendre ensuite des sanctions et constituer des dossiers contre eux ? Chaque discussion ou dispute au piquet serait-elle demain utilisée pour condamner des travailleurs ou des syndicalistes ? Cette lourde condamnation doit

être immédiatement retirée, pas seulement pour moi, mais pour tout le mouvement syndical. Beaucoup de gens de la Sabena et des amis m'ont téléphoné pour exprimer leur indignation et soutiennent ma démarche pour réclamer un acquittement. Certains ont écrit à la presse, d'autres en ont parlé dans le syndicat et à leurs collègues.

La gendarmerie tire sur une équipe de colleurs du PTB

Un signe supplémentaire de fascisation

Frans Van Acoleyen

Une équipe de colleurs du PTB était en train de coller des affiches pour le 1er Mai jeudi dernier à Zelzate. Pour les membres et sympathisants du PTB, c'est une occupation tout à fait habituelle. Ce qui n'est pas du tout normal, c'est qu'une équipe de colleurs se fasse tirer dessus par la gendarmerie.

Philippe raconte. «Nous avons vu arriver une voiture et nous nous sommes cachés derrière une cabine électrique. La voiture s'est arrêtée quelques mètres plus loin. C'était un combi de gendarmerie. Nous venions de coller neuf affiches sur la cabine. La colle coulait encore. Le seau était à côté.

Nous nous sommes enfuis. Le combi nous a poursuivis en marche arrière. Nous avons couru vers la gauche. Un gendarme est sorti du combi et a tiré, probablement en l'air, sans sommation. J'ai été embarqué et emmené à la caserne de gendarmerie de Gand. Ils m'ont gardé à peu près trois heures. Alors qu'un gendarme me menaçait de saisir mon salaire et ma maison, un autre gendarme est entré et a demandé de baisser d'un ton "car il y a eu des coups de feu". L'atmosphère a changé et j'ai reçu une tasse de café. Les gendarmes étaient très conscients de la gravité de leur intervention. Ils ont essayé de fabriquer une histoire pour nous faire passer pour des cambrioleurs.» Philippe va déposer

plainte.

Faire passer les membres du PTB pour des braqueurs de fourgons blindés !?

La gendarmerie a donné par la suite l'explication suivante : «Nous pensions qu'il s'agissait des gens qui attendaient le fourgon Securitas. Le fait qu'ils ont fui a confirmé nos soupçons.» (De Morgen, 20/4) Sans rire ! Même un gosse aurait pu voir que c'était une équipe de colleurs. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une équipe de colleurs se fait tirer dessus. Fin mai 94, en pleine campagne électorale euro-

péenne, la gendarmerie a tiré trois ou quatre coups de feu contre des colleurs sur l'échangeur de Zwijnaarde. La direction de la gendarmerie a fait savoir à l'époque qu'il n'était pas correct de tirer dans de telles circonstances. Et pourtant c'est arrivé une nouvelle fois la semaine dernière.

Coller des affiches, c'est un moyen important pour le PTB de faire connaître ses idées politiques et ses activités. C'est une activité innocente, qui ne porte aucun préjudice matériel ni à des personnes, ni à des biens privés. Beaucoup d'associations collent des affiches. C'est souvent la seule possibilité de faire de la propagande politique à grande échelle.

L'intervention de la gendarmerie

est illégale. Les gendarmes ne peuvent utiliser leurs armes à feu qu'en cas de danger pour eux-mêmes ou pour d'autres personnes. Il est nécessaire de réagir maintenant, pas seulement pour les membres et sympathisants du PTB, mais pour tous les progressistes et démocrates de Belgique qui circulent régulièrement avec leur seau de colle et leur brosse. Tirer sur des colleurs est un délit. Le fait que la gendarmerie ose se le permettre est un signe supplémentaire de fascisation. Si on peut tirer sur des colleurs, il sera d'autant plus facile demain de tirer sur des manifestants, des immigrés ou des réfugiés. Les gendarmes concernés doivent être révoqués et condamnés par le tribunal.

17 paysans mexicains abattus de sang-froid

Le 1er Mai, une dirigeante paysanne dénoncera la terreur d'État

17 tués, 14 blessés. C'est le bilan d'une embuscade tendue par l'armée et la police, le 28 juin à Aguas Blancas, dans l'État mexicain de Guerrero, à des paysans qui se rendaient à une manifestation. En compagnie de la dirigeante paysanne Rocío Mecino, j'ai visité le lieu de l'attentat.

Pol De Vos

Rocío Mecino a 22 ans. Elle m'explique ce qui s'est passé : «Les paysans étaient membres de l'Organización Campesina de la Sierra del Sur (OCSS). Ils se rendaient à Atoyac en camion, pour participer à une manifestation contre la terreur croissante et la disparition récente d'un des membres de l'OCSS. La protestation des paysans ne cesse de s'amplifier. La politique néo-libérale du gouvernement et l'accord de libre échange avec les États-Unis ont aggravé très rapidement la crise économique. A la campagne, la situation devient invivable.

Les paysans veulent la terre qu'ils travaillent et réclament de meilleurs prix pour leurs produits agricoles. La résistance organisée et pacifique s'étend à tout le pays. Ici à Guerrero, l'OCSS est devenue une organisation paysanne forte et militante. Le gouvernement y répond par le meurtre et la répression.»

Le massacre de juin 1995 a été planifié par les plus hautes instances de l'État de Guerrero. Trois jours après les faits, le gouverneur Ruben Figueroa a déclaré à l'hebdomadaire Epoca : «Que pouvais-je faire d'autre ? Il fallait les arrêter et c'est ce que j'ai ordonné à mes soldats. Les gens de l'OCSS sont de la racaille. Je n'ai pas ordonné de les assassiner, mais bien de les arrêter par n'importe quel moyen.»

De fausses vidéos pour abuser la presse

Rocío Mecino : «L'armée avait donné à la presse une vidéo d'où il ressortait qu'il ne s'agissait pas d'une embuscade mais d'une action d'autodéfense contre un groupe de paysans armés. Mais quand la cassette vidéo originale a été diffusée, on s'est rendu compte que c'est le contraire qui s'est produit : les



A la fête du 1er Mai du PTB, la jeune dirigeante paysanne Rocío Mecino viendra témoigner de la lutte des paysans mexicains contre l'exploitation et la répression. Elle présentera une cassette vidéo démontrant la terreur organisée par l'État mexicain.

soldats ont commencé à tirer sur le camion sans qu'il y ait eu provocation. Puis ils ont placé des armes dans les mains des cadavres. En réponse à cet assassinat, le nombre de manifestations et d'actions de protestation a encore augmenté. La population exigeait la démission du gouverneur Figueroa et des poursuites judiciaires contre tous les responsables directs du massacre.»

La protestation s'est poursuivie et, le 11 mars de cette année, après près de neuf mois, le gouverneur Rubén Figueroa a dû démissionner. Son successeur est Angel Aguirre Rivero, le dirigeant local du PRI, le parti d'État au pouvoir depuis septante ans.

Aguirre est un grand propriétaire foncier. Il est considéré comme responsable d'au moins trois meurtres d'opposants politiques. Pendant ce temps, Figueroa est à Houston, aux États-Unis, où il profite de vacances bien méritées.

Rocío Mecino : «L'OCSS continue d'exiger la condamnation judiciaire de Figueroa. Pour accroître la pression, nous avons occupé la semaine passée les ambassades et les consulats d'Allemagne, d'Italie et de Norvège à Mexico-City et Acapulco.

Le 10 avril, à l'occasion du 70ème anniversaire du meurtre du dirigeant paysan historique Emiliano Zapata, des centaines

de paysans ont occupé la maison communale d'Atoyac. L'OCSS veut aussi obtenir des dédommagements pour les veuves et des bourses d'étude pour les orphelins. Nous exigeons aussi le retrait inconditionnel de l'armée fédérale de l'État de Guerrero et la libération de tous les prisonniers politiques du Mexique.»

Don Santana, un homme plus âgé, me dit : «Nous n'obtiendrons jamais les changements fondamentaux pour lesquels

nous luttons par des paroles amicales et des protestations pacifiques.

Ce n'est pas que nous le souhaitons mais beaucoup de sang devra encore couler avant que le peuple parvienne à obtenir un changement. Ce seront les pauvres et les exploités qui seront au premier rang.»



Viva Zapata !

Le mensuel Solidarité Internationale consacre son prochain numéro au Mexique. Le dossier brosse le cadre de la lutte armée au Chiapas, dans le sud du Mexique. Cette lutte est le résultat de trente ans de travail révolutionnaire dans tout le Mexique. Le dossier propose aussi un aperçu des principales périodes de l'histoire du Mexique. Il analyse les thèmes politiques, économiques et sociaux qui permettent de comprendre les contradictions actuelles. Des exemples montrent la lutte radicale des organisations paysannes et des syndicats. Sur base de l'histoire de la résistance armée — depuis

qu'Emiliano Zapata a pris les armes en 1910 — le dossier étudie les développements des dernières années. Outre le EZNL (Armée Zapatiste de Libération Nationale), il se penche aussi sur d'autres organisations du mouvement révolutionnaire armé au Mexique, comme le PRO-CUP (Parti Révolutionnaire Ouvrier Clandestin-Unité Populaire) et le PDLP (Parti des pauvres). «Mexico : Viva Zapata !» (double numéro) paraît le 1er mai (52 pages, 160 francs). A commander dès maintenant à la Ligue Anti-Impérialiste au numéro 02/513.53.86.

AGENDA

Charleroi

Mercredi 24 avril, 20 h

«Le mouvement syndical et la lutte pour les droits égaux.» Débat avec Georges Debunne, ancien secrétaire général de la FGTB, Jean-Marie Piersotte, secrétaire national de la CNE-Secteur Industrie, Paula Hertogen, responsable nationale d'«Entreprises Sans Racisme», des témoignages des travailleurs immigrés. Salle de la FUNOC, rue de la Digue 5, Charleroi (Centre). Org. : Objectif 479.917. Renseignements : tél. : 071/30 37 81.

Namur

Mercredi 24 avril, 19 h 30

«Nos socialistes' ont-ils jamais été de vrais socialistes ?» Les pages noires d'un parti rose, 1ère partie. Maison du Travail, salle 7, entrée via rue du Lombard 8, Namur. Org. : asbl INEM.

Bruxelles

Judi 25 avril, 15 h

«Les discours idéologiques dominants et le conflit des enseignants» Conférence-débat avec M. Bernard Cassen, rédacteur au Monde Diplomatique, M. Luc Carton, Fondation Travail Université, M. Pierre Bouillon, journaliste au Soir, médiateur. Org. : Ass. Inter-réseau Enseignement (AIRE) en collaboration avec les Amis du Monde Diplomatique. Auditoire 300, Fac. univ. Saint-Louis, rue du Marais. PAF : 200 F. Renseignements : 02/332 17 35.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513794

25 avril, à 20h. En français. 90F
L'intégrisme, enfant naturel des États-Unis?
Paul VANDEN BAVIERE,
journaliste au quotidien *De Standaard*.

27 avril, à 18h. Entrée libre
Apéritif Poétique
Poètes de la Révolution
portugaise du 25 avril 1974
Poésie de: D. FILIPO, E. GONÇALVES, J.G. FERREIRA, M. ALEGRE,
M. DA FONSECA, A. DOS SANTOS.
Récitée par Olivier BULTIAU,
Andrée GLINEUR & An LENAERTS
Musique: BRASAS.

3 mai, à 20h.
La Chine succombe-t-elle au chant de sirène capitaliste?
Par Baudouin DECKERS.
Cette conférence est annulée.

4 mai, à 18h. En français. Entrée libre.
Apéritif poétique
Micheline DEBAILLEUL, Nicole DUFFY & Michel CLIQUET. Musique: MICHEL CLIQUET (cithare).

4 mai, à 20h. En français. 90F.
Rwanda, deux ans plus tard.
Causes et motifs
du génocide au Rwanda
Tito RUTAREMARA,
membre du Comité exécutif du FPR
et du Parlement rwandais.

7 mai, à 20h. En anglais & français. 90F.
La faillite du modèle social-démocrate suédois
Teddy John FRANK,
marxiste-léniniste suédois, analyse la social-démocratie dans son pays.

8 mai, à 20h. En anglais & français. 90F.
Entretien avec des communistes népalais et indiens

Testez vos talents de journaliste ou de dessinateur, le 1er Mai !

La rédaction de Solidaire déménage ses ordinateurs pour une rencontre interactive

Vous avez envie d'écrire ? De communiquer un témoignage, un sentiment, une proposition ? Ou de dessiner ou faire dessiner une illustration pour Solidaire ? Ou vous vous demandez comment "ils" fabriquent Solidaire sur ordinateur ? Venez au 1er Mai : un Mac ou un PC vous attend personnellement...

Catherine Dijon

«Il n'est pas nécessaire d'être journaliste pour informer», écrivait le journaliste RTBF Gérard de Séllys dans son fameux livre "Médiamensonges". Solidaire applique cette idée depuis longtemps. Nos articles ne sont pas écrits par des journalistes professionnels, mais par des travailleurs, syndicalistes, médecins, étudiants, militants solidaires du tiers monde : voilà les gens qui écrivent eux-mêmes sur les situations qu'ils vivent, leurs actions, leurs solidarités... La rédaction centrale est surtout chargée d'organiser, coordonner et améliorer ces articles de la base.

Conclusion ? Développer notre Solidaire à tous, passer de 20 à 24 pages, augmenter le nombre de sujets couverts, obtenir des articles plus proches de la réalité concrète, tout cela ne pourra se faire que si vous vous engagez dans ce "journalisme militant".

Le journaliste, c'est vous !

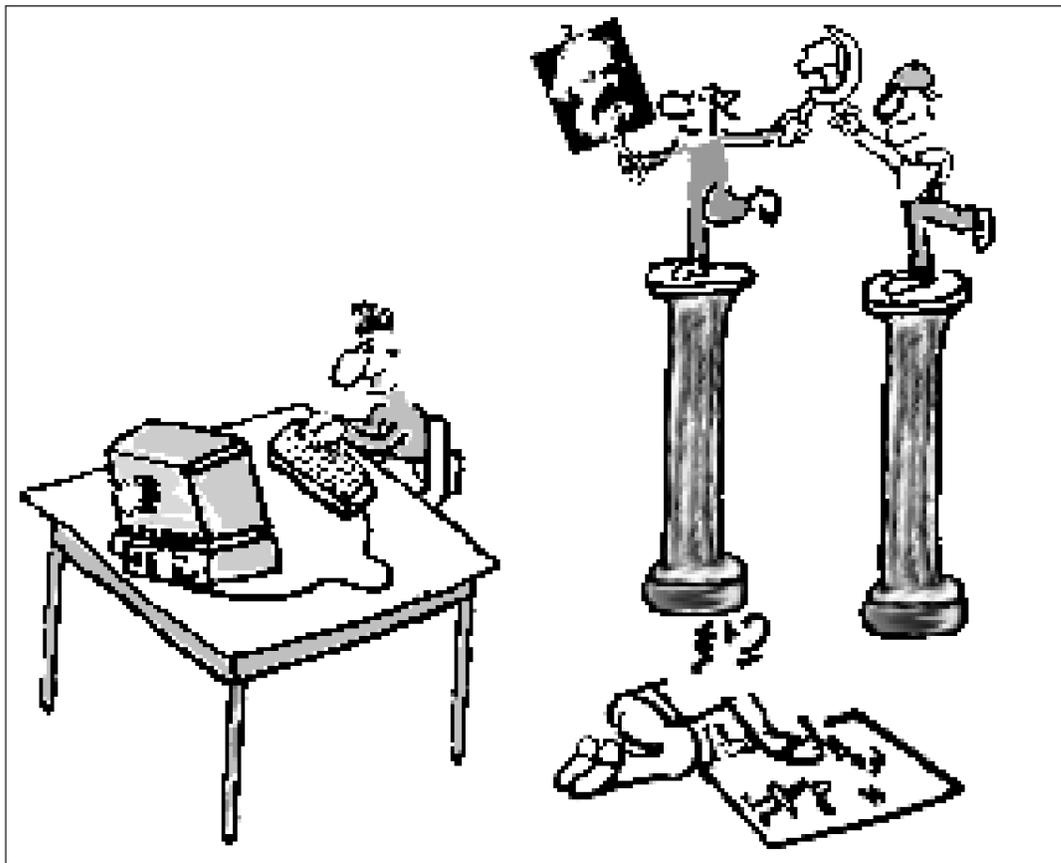
"Oui, mais en suis-je capable ? Je n'ai jamais appris à écrire !" Voilà ce que vous dites peut-être... Nous pensons que vous en êtes capable. Et pour vous aider à franchir le pas, la rédaction de Solidaire déménage ses ordina-

teurs à la Fête du 1er Mai du PTB. Ainsi, vous pourrez faire un test. "Journaliste d'un jour", et puis "journaliste de toujours" ? Oui, c'est la petite idée que nous avons derrière la tête... Vous donner le goût de travailler avec nous, vous montrer comment devenir un correspondant de Solidaire. Que pourrez-vous faire à la fête du 1er Mai du PTB ? Ecrire, dessiner, faire dessiner, assister à la mise en page...

Vous avez envie d'écrire ? Vous pourrez rédiger directement un petit texte sur ordinateur. C'est très facile et deux rédacteurs de Solidaire, Kris Merckx et Catherine Dijon, seront là pour vous aider. Sur quel sujet ? Sur ce que vous vivez dans votre vie de tous les jours : boulot, études, chômage, injustices, racisme, solidarité, actions de lutte... Ou ce que vous proposez comme action dans les temps qui viennent. Ou ce que vous pensez de la Fête du 1er Mai elle-même, de Solidaire, de l'activité du PTB...

Solidaire doit passer à 24 pages. On compte sur vous !

Si votre intérêt, c'est plutôt l'image, Ringo vous aidera entre 14 et 18 heures. Vous pourrez dessiner avec lui ou le faire



Ringo, notre dessinateur, c'est celui qui travaille par terre. A la table, c'est vous. Et les rédacteurs de Solidaire seront là pour vous aider...

dessiner des illustrations pour Solidaire. Apportez donc vos idées, une photo ou un dessin dont vous aimeriez vous inspirer. Par exemple, une photo, on peut la "scanner", c'est-à-dire la rephotographier pour l'introduire dans l'ordinateur et la transformer. Ringo ou vous-même pourrez ainsi réaliser un dessin sur le thème que vous aurez choisi. Ou bien une caricature sur l'actualité, les partis politiques bourgeois, les patrons, la politique internationale, et cetera... Et on pourra imprimer

vos "oeuvres" en souvenir. Vous pourrez aussi assister à la mise en page de notre journal. Sur Macintosh, en programme Page-maker. Là aussi, nous recherchons des idées et des renforts...

Chaque semaine, Solidaire manque de place et de forces pour réaliser certains articles qu'on nous demande. Nous voulons passer à 24 pages et améliorer la qualité. Pour cela, nous avons besoin de renforts. Vous êtes étudiant(e) et vous rêvez de

devenir journaliste ? C'est possible à Solidaire. Chez nous, vous ne serez pas "journaliste d'un jour", mais vous deviendrez un véritable reporter sur le terrain, qui réalise des photos, des reportages et des analyses chaque fois qu'il se passe quelque chose dans son secteur. Vous n'avez pas tellement de temps disponible, mais vous êtes écoeuré par vos conditions de travail, par le saccage du service public ? Rédigez donc votre témoignage et devenez ainsi correspondant de Solidaire.

Ne manquez pas le 4ème "Forum-livres International"

La plus grande librairie progressiste d'Europe occidentale. Mais pour un jour seulement !

Patrick Moens

Le Forum-livres international : la plus grande librairie progressiste d'Europe occidentale. Mais pour un jour seulement ! Ne manquez donc pas ce Forum, présenté dans le cadre de la Fête du 1er Mai du PTB : des milliers de livres, mais aussi des rencontres, des productions vidéos, du théâtre et diverses autres contributions artistiques...

Depuis sa première édition en 1993, le Forum-livres International du 1er Mai est devenu un lieu de rencontre incontournable pour tous les hommes et les femmes de gauche qui s'intéressent à la littérature, à l'art et à la culture progressistes. Trois rencontres-débats s'annoncent passionnantes... A 14 heures, à propos du livre de Mumia Abu-Jamal (USA) "En

direct du couloir de la mort. A 15h30, avec Gal, le plus connu des dessinateurs de presse flamands. A 16h30, avec l'auteur de la première biographie de Che Guevara...

Mais avant tout, comme chaque année, le Forum-livres sera, pour un jour, la plus grande librairie progressiste d'Europe occidentale. Nous vous y proposerons des milliers de livres en français et en néerlandais bien sûr, mais également en anglais, en espagnol, en arabe, etc... Les dernières parutions mais aussi les ouvrages moins récents et néanmoins indispensables pour notre connaissance du monde.

Une nouveauté cette année : en association avec le collectif Brecht, le Forum-livres vous proposera un choix très étendu de livres ayant pour thème l'art et l'engagement. Toute l'oeuvre du

dramaturge Bertolt Brecht, bien entendu. Mais aussi des ouvrages de et sur des artistes qui ont placé leur oeuvre au service du peuple, contre le racisme et le fascisme, pour le socialisme. Des poètes, des dramaturges, des cinéastes, des musiciens, des plasticiens : Eisensstein, Maïakovski, Grosz, Dario Fo...

Pour la première fois également, le Forum comporte une foire dans la foire : la "Foire du livre rouge". De tous les pays et de toutes les époques, des milliers de livres constituent la mémoire du Mouvement communiste international. Les oeuvres de Marx retrouvent les rayons des librairies et le succès populaire. Mais il existe aussi des textes précieux de Lénine, Staline, Mao Zedong. Et, beaucoup moins connus, les écrits de Dimitrov, Palme Dutt et autres dirigeants de

la Troisième Internationale, des romans révolutionnaires soviétiques, des brochures communistes introuvables depuis de longues années, tout cela a encore beaucoup à nous apprendre !

Introuvables ? Depuis plusieurs mois, la Librairie Internationale réunit le plus grand nombre possible de ces écrits des classiques marxistes-léninistes, de ces textes du Mouvement communiste international. Livres encore disponibles ou épuisés, livres courants ou introuvables, ils seront proposés aux visiteurs du Forum-livres 96.

Nous pouvons l'affirmer sans crainte : cette année, la Foire du livre rouge du Forum-livres constituera la plus grande librairie européenne, voire mondiale, du marxisme-léninisme et du Mouvement communiste international.



Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M. Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Mariage forcé pour la "mère assistée"

Les Pays-Bas sont réputés chez nous pour leur Sécurité sociale bien développée et un féminisme poussé. Mais là aussi, la rage du démantèlement social balaie les illusions. Dans ce pays, une femme qui vit seule et qui n'atteint pas le minimum vital, reçoit une allocation sociale. Royalement un peu plus que notre allocation de CPAS.

Je connais une de ces "mères assistées". Elle m'a dit qu'elle devait régulièrement présenter ses extraits de banque au service social pour contrôle. On y examine exactement combien elle reçoit, combien elle dépense et à quoi ! Lorsqu'ils sont allés camper une semaine au Luxembourg, les questions pénibles ont surgi : c'était quand même suspect, ne travaillait-elle pas en noir ? Mais le pire doit encore arriver. Le gouvernement néerlandais a découvert que les "mères assistées" sortent de l'assistance surtout par le mariage ou la cohabitation avec un nouveau partenaire. Dorénavant, donc, les mères assistées pourront publier gratuitement leurs annonces auprès des agences matrimoniales. Certaines communes envisagent de rendre ce système obligatoire. Après l'obligation de solliciter un emploi par écrit quatre fois par mois, ceci est effectivement un pas logique. Dès lors, en tant que mère assistée, il faudrait se rendre disponible non seulement pour le marché du travail, mais aussi pour le marché du mariage ! Grâce à ce cabinet qui comporte les socialistes de l'ex-syndicaliste Kok, on s'éloigne fameusement de l'égalité des chances pour la femme en matière d'em-

ploi. Mon amie n'était pas si pessimiste. Elle avait déjà préparé un petit texte : «Mère assistée sympathique cherche homme âgé avec problèmes cardiaques ou similaires»...

**Gerda Plas
Maasmechelen**

Claude Demellenne oublie le PTB

L'auteur Claude Demellenne, appartenant à l'aile gauche du Parti Socialiste, constate dans une "Carte Blanche" du Soir, qu'il est incroyable que pas un socialiste ne se soit prononcé contre le décret de Mme Onkelinx, ni contre le projet de Mr Vande Lanotte, qui aggrave les conditions de séjour des immigrés. «Où sont les rebelles d'antan ?» s'exclame-t-il. Il faut tout de même savoir que tous les contestataires qu'il cite - Cools, Glinne, Yliff, Moureaux, Dehousse - ne le furent bien souvent pas très longtemps. Et - beaucoup plus important - que le Parti Socialiste qui voulait se donner un visage de démocratie a toujours suivi une ligne favorable à la bourgeoisie capitaliste.

Qu'il n'y ait plus de rebelles actuellement est certes très regrettable, mais est-ce si important de s'opposer, pour la forme, à tel ou tel décret ? La fin de l'article est importante à ce sujet. La voici : «Les nouveaux rebelles se trouvent ailleurs, chez les écologistes, dans le secteur associatif, parmi les syndicalistes conscients». Son message à ceux qui rêvent d'une autre politique : «Faites vos adieux à la vieille gauche, camarade, la vie changera sans elle». Mais, à ma connaissance, les écologistes n'ont pas un programme de gauche, ou alors il est bien camouflé. Demellenne n'oublie qu'une chose, c'est qu'il y a le PTB, petit parti peut-être par le nombre de ses membres, mais présent partout. Le PTB lutte avec constance et détermination pour l'obten-

tion des droits égaux pour les immigrés, pour la défense de tous les emplois dans tous les domaines, pour le refinancement de l'enseignement. Et pour ce faire, il a un programme sérieux qui consiste à faire payer les capitalistes et non les travailleurs. Alors camarades, vous voulez lutter contre l'austérité, contre le chômage, contre les diminutions des salaires ? Vous voulez que vos compagnons de travail immigrés puissent lutter avec vous contre les mêmes exploités ? Alors, renforcez le PTB, rejoignez-nous. Il n'est écrit nulle part que nous devons rester faibles. Bien au contraire, nous devons devenir le parti de l'espoir pour tous les travailleurs de ce pays. Si vous voulez en savoir davantage, venez à notre Fête du 1er Mai. Vous aurez une bonne idée de ce que représente une fête de solidarité internationale. Vive le Parti du Travail de Belgique et tous les partis frères !

**E. D.
Sivry**

L'American way of life

Les Etats-Unis passent pour "le paradis de la liberté". En réalité, c'est un pays de superexploitation et un enfer social. En Europe, si nous n'y prenons garde, nous risquons de nous faire entraîner dans cet "American way of life" par des politiciens qui aiment à se faire filmer là-bas assis sur un taureau mécanique (allusion à Dehaene - ndlr) ! Ceux-ci font tout pour soutenir les patrons et les banquiers assoiffés de bénéfices et ils leurs accordent des milliards provenant de la caisse de l'Etat, l'argent du contribuable. Tout en s'agitant pour des bagatelles, ils laissent dans les tiroirs les vrais problèmes comme le scandale du chômage. Ils refusent d'envisager des mesures pour faire payer les superriches et les banques. Cette politique ouvre la porte au danger fasciste et nous conduit vers

des situations comme en Inde, où un énorme fossé sépare les trois classes : superriches, riches et parias. Le terrible problème du trafic international de stupéfiants les laisse indifférents. Ces grands trafiquants sont notamment de bons capitalistes qui savent comment blanchir l'argent de la drogue. Soyons honnêtes, n'est-il pas temps de choisir la voie du PTB, celle du vrai socialisme ?

**Luc G.
Hoboken**

"Syndicalistes sans frontières"

J'aimerais annoncer une nouvelle initiative des "Syndicalistes sans Frontières" à Namur : les informations reçues de leurs correspondants espérantistes à l'étranger sont désormais systématiquement traduites et publiées en français. Pour recevoir les fiches déjà sorties et toutes les suivantes au fur et à mesure de leur sortie, s'adresser exclusivement au secrétariat d'Esperanto-Infor, 14 rue du Loutrier, à 1170 Bruxelles. Tél. : 02/660 85 91.

**Esperanto-Infor
Bruxelles**

Participation aux bénéfices

L'idée de la participation des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise est de plus en plus vantée. "L'actionnariat des travailleurs dans leur propre entreprise peut contribuer à établir un pont entre le travail et le capital". Reich, ministre américain du Travail, divise les travailleurs en trois catégories : une sous-classe de non qualifiés et d'exclus, une classe de travailleurs angoissés qui, ayant un emploi, craignent de le perdre et ont peur pour l'avenir de leurs enfants et enfin une classe de travailleurs qualifiés et aisés qui profitent des nou-

velles possibilités de la société. La participation aux bénéfices veut attirer la classe angoissée, car la sous-classe n'a pas d'emploi. En réalité, la participation aux bénéfices démantèlera la partie fixe du salaire et conduira à l'insécurité salariale. Cela augmentera encore l'inégalité entre travailleurs et brisera la solidarité. Sur le plan idéologique, on prétend qu'il y a identité d'intérêts entre employeurs et travailleurs afin d'écarter ceux-ci de la lutte collective.

Dans une entreprise avec participation aux bénéfices, la part du bénéfice devra être partagée parmi davantage de travailleurs en cas de création de nouveaux emplois. Les nouveaux embauchés seront donc tenus pour responsables de la baisse du salaire des autres. Le patron maintient évidemment sa part de bénéfice. Ceci créera donc un climat où tout le monde accusera tout le monde, lorsque les bénéfices baisseront. En cas de difficulté ou de restructuration, le message sera : "pas de bénéfice, pas de bonus".

Une chose est certaine : après le démantèlement de la Sécu, Dehaene ne distribuera pas de cadeaux aux simples travailleurs et aux chômeurs. Mais la pression sociale augmente. Politiciens et patrons cherchent ensemble les moyens de canaliser le mécontentement.

On veut que nous renforçons la compétitivité de "nos" entreprises face aux entreprises concurrentes. Comme si les travailleurs de ces dernières n'étaient pas des êtres humains. Dans cette concurrence hystérique, les travailleurs seront toujours perdants. Ils commencent rudement à s'en rendre compte. Il faudra donc que nous menions la lutte contre le véritable ennemi. Pour les syndicats la tâche sera rude, mais pas impossible. Mais si nous n'engageons pas la lutte, les travailleurs feront éclater leur colère dans le mauvais sens : pensez aux résultats électoraux de ces cinq dernières années...

**Un ouvrier
Deurne**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gp.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Arafat : honteux

Quelques heures après le raid sanglant sur Kanaan, la télévision nous montrait un Arafat rieur, donnant la main au premier ministre israélien Peres. Les "négociations de paix" venaient de reprendre comme prévu. De plus en plus, Arafat joue le rôle d'une marionnette manipulée par Israël pour maintenir l'ordre dans les territoires palestiniens. Au moment où des centaines de milliers de Libanais et de Palestiniens tentent de fuir la terreur israélienne au Sud-Liban, Arafat choisit de préserver la crédibilité de Peres, comme colombe, au lieu de mobiliser les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie contre la terreur d'Etat israélienne !

Des dirigeants socialistes prennent parti... pour Israël

En bon socialiste, le ministre des affaires Étrangères belge Derycke a exprimé «sa grave préoccupation» après le carnage de Cana. Il appelle «à un maximum de retenue dans les réactions israéliennes afin d'éviter les pertes en vies humaines et la destruction des infrastructures de base au Liban.» (Le Soir, 19/4) Derycke signifie ainsi clairement qu'Israël peut poursuivre ses bombardements tout en veillant quand même à ne pas faire couler trop de sang. Une réaction bien différente de celle qu'il a eue après l'attentat à la bombe de Hamas fin février : il s'était alors rendu de toute urgence en Israël pour y témoigner son soutien à l'Etat israélien et à ses actions contre le "terrorisme".

Lionel Jospin, socialiste français, estime quant à lui que «nul ne peut s'étonner de la riposte d'Israël après les incessantes agressions que subissent ses régions frontalières.» (Le Monde, 17/4)

Les médias prennent parti... pour Israël

«Les musulmans extrémistes du Hezbollah poursuivent leurs attaques contre le nord d'Israël.» C'est en ces termes que le journal télévisé de la BRTn amorce le thème du Liban, le 21 avril. A la radio, le 22 avril, on commence à parler de l'intensification des attaques israéliennes, mais le journaliste précise immédiatement : «Les raids ont commencé il y a douze jours, suite à des tirs du Hezbollah contre la ville de Kiryat Shmona au nord d'Israël.» Elle a la peau dure, la thèse selon laquelle c'est le Hezbollah qui a provoqué la réaction palestinienne. Alors que c'est l'inverse.

Par la voix de son rédacteur en chef Yves Desmet, le journal "progressiste" De Morgen prend parti lui aussi. Dans l'éditorial du 20 avril, Israël, le Hezbollah et le «dictateur syrien Assad» sont mis sur le même pied. «Les fondamentalistes, du Hezbollah au meurtrier juif de Rabin, sont parvenus à replacer en tête de l'ordre du jour les conflits de base de la région et les contradictions apparemment insolubles», écrit Desmet, entièrement préoccupé par le "processus de paix".

Les contradictions dans la région ne sont pas seulement "apparemment" insolubles, elles le sont vraiment. Tant que l'Etat raciste et colonialiste d'Israël occupe des territoires arabes, il n'y a pas de paix possible.

Prend parti toi-même...

Du 5 au 26 juillet, un groupe de jeunes se rend en Palestine pour se mettre à l'écoute de la voix du peuple : de Gaza à Naplouse et au Golan en passant par Bethléem et Jérusalem. Il y a encore de la place mais il faut faire vite. Prix : 39.000 francs, tout compris. Complétez le bon figurant sur cette page.

102 réfugiés brûlés vifs

L'agression israélienne au Liban est minimisée

Les roquettes israéliennes ont frappé jeudi dernier une base de l'Onu à proximité du village de Cana au Sud-Liban. Des centaines de personnes s'y étaient réfugiées. Les conséquences sont horribles.

Hilde Meesters

Un officier de l'Onu a déclaré : «J'ai vu à la télévision le massacre du marché de Sarajevo, je peux vous dire que ce n'est rien comparé à ce que j'ai vu ici.» (1) Les images des 102 cadavres carbonisés ont horrifié l'opinion dans le monde entier. Le premier ministre Peres affirme que le massacre est dû à une erreur humaine : l'obus était destiné à une position du Hezbollah à partir de laquelle on tirait des roquettes. L'obus aurait raté sa cible de 300 mètres.

En réalité, les Israéliens savent parfaitement ce qu'ils font. Ils tentent d'acquiescer le contrôle de l'ensemble du Moyen-Orient avec l'aide des Etats-Unis. Tous les moyens sont bons pour y arriver. Pendant des années, Israël était uniquement une force militaire. L'occupation de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, la conquête du Golan, l'invasion du Liban en 1982 datent de cette période. Suite à la capitulation d'Arafat et au "processus de paix", Israël a acquis un crédit politique au niveau international et est devenu une puissance économique dans la région. Toute résistance à la politique israélienne, à l'occupation du Sud-Liban, du Golan syrien ou de Gaza et de la Cisjordanie menace sa position de force. A chaque fois, Israël répond par la terreur contre la population sans s'inquiéter des victimes.

La liste des massacres commis par les Israéliens est interminable

En 1993, Israël et le Hezbollah avaient convenu de ne plus utiliser les civils comme cibles dans la guerre libanaise. Mais entre-temps, déclare le journaliste Robert Fisk du journal The Independent, «la liste des victimes civiles d'Israël dans la partie sud du Liban est infiniment plus longue que celle des victimes israéliennes du Hezbollah en Galilée». (2) Suit une énumération des agressions israéliennes des 36 derniers mois : «Un char israélien a tué sept civils, dont trois femmes, avec des grenades-fléchettes



Une bonne centaine de personnes ont protesté, vendredi soir, devant l'ambassade israélienne à Bruxelles. Pierre Galand (CNCD), Mohammed Dyn (Coordination Arabe) Jan Cools (Médecine pour le Tiers Monde), Tyl Declercq (Comité Palestine flamand), Luc Dhoore (NCOS, équivalent flamand du CNCD), ont pris la parole. L'action s'est achevée par une minute de silence pour les victimes de la violence israélienne.

près de Nabatea al-Faqar; un lance-grenades israélien a tué une jeune femme et une petite fille de cinq ans à Shaqra; une attaque d'hélicoptère a tué deux jeunes gens à Yater; un chasseur bombardier israélien a tué deux familles de dix personnes.

Les grenades-fléchettes sont particulièrement meurtrières : des centaines de fléchettes d'acier sont diffusées par une grenade qui explose juste à hauteur des yeux. Cette arme est conçue pour provoquer le plus possible de blessures. La petite fille de cinq ans est morte dans la rue devant sa maison. Elle avait perdu son sang après que des éclats de grenade lui aient sectionné les jambes.» Après de telles attaques, on n'a jamais parlé de terrorisme. Or, c'est en généralement en réponse à ces attaques que le Hezbollah a lancé quelques roquettes Katioucha sur le nord d'Israël.

La situation actuelle a beaucoup de similitudes avec celle de 1993. En juillet de cette année-là, Israël a attaqué d'une manière comparable le Sud-Liban. Nonante villages ont été la cible des tirs israéliens. 400.000 civils ont dû fuir. Le bilan a été particulièrement lourd : 130 morts et 450 blessés graves, plus de 55 villes et villages détruits. La similitude avec ce qui se passe aujourd'hui est frappante. A l'époque, on parlait d'"actions" israéliennes contre des "agents étrangers iraniens", en guise de représailles contre les neuf soldats israéliens tués par les obus du Hezbollah. Pendant les tirs israéliens qui ont duré sept jours, la presse parlait d'"échanges" d'hostilités. (3) Mais elle omettait de mentionner que les obus du Hezbollah étaient des ripostes aux attaques systématiques et brutales d'Israël contre les civils du Liban. Elle oubliait aussi de

mentionner que les soldats israéliens tués faisaient partie de la force d'occupation au Sud-Liban. Et le terme "échange" s'est également avéré peu approprié, car après une semaine, les Israéliens avaient lancé près de 25.000 attaques d'artillerie, contre 150 tirs de roquettes du Hezbollah.

Le but de l'attaque israélienne de 1993 était le même qu'aujourd'hui : briser la résistance légitime contre l'occupation israélienne et ses attaques contre le Liban.

1. Le Soir, 19 avril 1996. 2. De Morgen, 18 avril 1994. 3. Lies of Our Times, octobre 1993, p. 6-9.

1er Mai : donnez du sang

Le Croissant Rouge palestinien a lancé un urgent appel à l'aide humanitaire pour la population civile victime des bombardements au Liban. Le besoin de sang est grand. Au Liban, de nombreuses personnes donnent du sang, seul moyen de manifester sa solidarité avec les victimes. Mais cela ne suffit pas. C'est pourquoi Médecine pour le Tiers Monde organise une collecte de sang, le 1er mai, sur le campus de la VUB, où les donneurs sont attendus entre 10 et 14 heures. Médecine pour le Tiers Monde a également été solli-

cité pour l'achat d'un générateur pour l'hôpital du camp de réfugiés palestiniens de Chatilla. En raison du bombardement des centrales électriques des environs de Beyrouth, l'électricité fait défaut. Le coût d'un tel générateur est d'au moins 100.000 francs. Vous pouvez acheter des cartes de soutien en téléphonant au 02/513. 53. 86. Toute aide pour la collecte de sang est également la bienvenue. Pour les dons : numéro de compte 001-1951388-18 de Médecine pour le Tiers Monde.

J'aide le peuple palestinien

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Code postal et Commune : _____

Tél : _____

- Je veux vendre des cartes de soutien pour l'achat d'un générateur à Chatilla
- Je commande tracts pour faire connaître l'action de collecte de sang
- Je veux participer au voyage en Palestine. Faites-moi parvenir plus d'information
- Je veux aider à l'organisation de la collecte de sang le 1er Mai.